

ECHOS du COTA

VILLES ET CAMPAGNES

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES 1

#116

bulletin trimestriel d'information du COTA asbl

ISSN : 0773-5510 | COTA asbl 7, rue de la Révolution 1000 Bruxelles | N°116 • trimestriel • Septembre 2007 / 3€

EDITEUR RESPONSABLE COLETTE ACHEROY
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES BELGIQUE

RÉDACTION STEPHANE BOULC'H
[STEPHANE.BOULCH@COTA.BE]

GESTION DES ABONNEMENTS ROSE MARTINEZ
[ROSE.MARTINEZ@COTA.BE]

GRAPHISME FREDERIC PIRON
[FREDERIC.PIRON@COTA.BE]

PHOTO COUVERTURE CHRIS STOWERS/PANOS PICT.

FORMULES D'ABONNEMENT
ANNUEL : 10 € [4 NUMEROS]
ANNUEL PARRAINÉ : 7 € [4 NUMEROS]
PRIX AU NUMERO : 3 €

POUR LES ÉCHANGES DE PUBLICATIONS, VEUILLEZ
CONTACTER LA RÉDACTION

COORDONÉES BANCAIRES
DEXIA BD PACHECO 1000 BRUXELLES
SWIFT-BIC : GKCCBEBB // IBAN : BE730682 1270 4960 //
068-2127049-60

POUR LE PAYEMENT À L'ÉTRANGER, NE PAS ENVOYER DE
CHÈQUE, MAIS UTILISER LE MANDAT POSTAL
INTERNATIONAL OU LE VIREMENT DE COMPTE À COMPTE
(FRAIS À VOTRE CHARGE)

COTA ASBL
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES BELGIQUE
TÉL. : 00 32 [0] 2 218 18 96
FAX. : 00 32 [0] 2 223 14 95
INFO@COTA.BE // WWW.COTA.BE

éditorial

Le juste milieu

Longtemps la coopération a investi le développement rural. Puis la vitesse de croissance des villes australes s'est emballée et il s'est trouvé des voix pour s'exclamer qu'on investissait trop la campagne, que le développement était trop l'affaire des agronomes et qu'il fallait toute affaire cessante se focaliser sur les villes, incarnations de l'avenir, plutôt que de se perdre en vaines tentatives à propos de brousses exsangues et déshéritées, tôt ou tard vouées à se vider de leurs habitants ou à s'urbaniser dans des proportions bibliques.

Une fois de plus dans les circonvolutions de la coopération, un nouveau modèle exclusif prétendait supplanter son prédécesseur. Beaucoup se sont crus obligés de choisir un camp.

Heureusement, le débat a évolué et de plus en plus de stratégies, moins exclusives, tentent d'articuler la complémentarité des deux milieux. Comment ? A partir de quelles représentations du rural et de l'urbain ?

Quelles conceptions du développement local induisent-elles ?

→ sommaire

- 3 URBAIN ET RURAL AUTOUR DE LA RE-CRÉATION DES "ÉCOCITÉS"**
(V. S. TINE)
- 8 LE TIERS ESPACE DE LA RURBANITÉ** (PH. BACHIMON)
- 11 GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ENTRE MILIEUX RURAUX ET URBAINS** (T. DOSSCHE)
- 15 PEUPLEMENT, URBANISATION, ÉCONOMIE RURALE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL** (J-M. COUR)
- 21 DÉVELOPPEMENT LOCAL : SORTIR DU CLOISONNEMENT RURAL/URBAIN...** (B. OUEDRAOGO)
- 26 DES LÉGUMES ENTRE VILLE ET CAMPAGNE** (M. LEGRAIN)
- 28 CHRONIQUE DE LIVRES**
- 32 FORMATIONS - ÉVÈNEMENTS**
- 33 OFFRES D'EMPLOI**
- 34 ON NOUS INFORME**
- 35 APPEL À CONTRIBUTIONS**
- 36 PUBLICATIONS RÉCENTES / SITE INTERNET**

Ce numéro a été préparé et
coordonné par Julie Diallo sous
la supervision de Stéphane Boulc'h

ECHOS DU COTA est un trimestriel d'information qui suggère et analyse des alternatives technologiques et des savoir-faire pour susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer des débats, influencer des projets de développement.



Le **COTA** est une ONG de coopération au développement reconnue par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD), active dans l'éducation et l'offre de services aux acteurs de la coopération : information, documentation, appui méthodologique, études-recherches, identification et évaluation d'interventions.

Le **COTA** est spécialisé dans les technologies et les méthodologies du développement.

appel à contributions

LES THÈMES QUE NOUS SOUHAITONS TRAITER DANS LES PROCHAINS NUMÉROS SONT LES SUIVANTS* :

• N° 117 [DECEMBRE 2007] : MOYENS D'EXISTENCE DURABLE [SLD]

Si vous avez des articles à proposer en relation avec ces thématiques ou bien des thématiques à suggérer, n'hésitez pas à nous le faire savoir dans les meilleurs délais. Ils trouveront certainement une place dans nos pages ou sur le site.

Courriel : stephane.boulch@cota.be

Télécopie : + 32 2 223 14 95

Téléphone : + 32 2 250 38 36 ou 218 18 96

Veillez à nous contacter suffisamment à l'avance afin que nous puissions avoir le temps de discuter de votre projet, d'examiner comment l'insérer dans notre planning (au plus tard au début du mois qui précède celui de la parution : ainsi, par exemple, pour un numéro prévu pour la fin mars, ce serait début février. Passé ce délai, nous ne pourrions plus les accepter ou alors seulement pour notre site Internet).

→ CRITÈRES DE SÉLECTION DES ARTICLES

Les articles doivent traiter d'une des thématiques planifiées et cadrer avec l'opinion que notre rédaction aura souhaité privilégier d'un commun accord avec nos partenaires et autres contributeurs ou les lecteurs qui se seront manifestés.

La revue étant un support d'échanges de propositions et d'alternatives, les articles sont sélectionnés en vertu de leur aptitude à susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer une discussion, influencer des projets de développement.

Si les versions finales ne nous parviennent pas dans les délais convenus avec le responsable de la rédaction, l'article ne sera pas publié dans la revue.

→ DROITS

• La rédaction se réserve le droit de refuser de publier un texte si celui-ci ne correspond pas aux critères convenus entre elle et l'auteur ou si les délais de livraison ne sont pas respectés. L'auteur ne sera alors pas rétribué.

• L'auteur continuera naturellement à pouvoir disposer de son texte pour toute autre allocution et publication. Il devra toutefois s'engager à en référer au COTA et à signaler les références de la première parution dans les ECHOS.

• A moins que les parties en conviennent autrement, l'auteur concède le droit au COTA d'utiliser son texte comme bon lui semblera. Il va de soi que le COTA veillera à toujours mentionner l'auteur original et les références initiales de son texte.

→ FORMAT DES ARTICLES

- 16 000 caractères maximum (sauf convention avec la rédaction)
- sous format électronique (courrier électronique ou disquette) (les fax et courriers sont admis si le contributeur n'a vraiment pas le choix)
- en format Microsoft Word
- sans mise en forme automatique (juste du gras pour les titres, chapeaux et inter-titres)
- Chaque article doit débuter, après le titre, par un chapeau en gras très bref qui résume ses intentions.
- Les notes doivent être indiquées manuellement et renvoyer en fin de texte
- Format Times New Roman, taille 12, simple interligne, justifié.

→ PUBLICATIONS SUR LE SITE

A la demande du COTA et si l'auteur y consent, un article refusé pourra éventuellement être publié sur le site en format Pdf dans la section dossiers thématiques. L'auteur ne sera alors pas rétribué financièrement mais pourra bénéficier d'un abonnement gratuit d'un an.

** Les sujets peuvent encore changer ou leur traitement reporté en fonction des activités du COTA, des suggestions des auteurs et lecteurs...*

→ RÉTRIBUTIONS

Chaque auteur dont le texte sera accepté sera rétribué sous la forme d'un versement de 50€ et d'un abonnement gracieux d'un an à la revue.

→ PUBLICATIONS RECENTES



HORS SERIE N°2
ORGANISER L'EVALUATION D'UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD
C.LELOUP, S. DESCROIX



HORS SERIE N°3
NORD-SUD, SE DOCUMENTER ET ORGANISER UNE RECHERCHE
P. GERADIN, C. SLUSE



HORS SERIE N°4
HISTOIRES D'EVALUATION
S. DESCROIX



HORS SERIE N°5
RADIOS COMMUNAUTAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST
S. BOULC'H



HORS SERIE N°6
LA PAUVRETE EN REFERENCES
M. TOTTE

DERNIERE PARUTION

LES ONG, QU'EST CE QUE C'EST?

COTA, COULEUR LIVRES 2005, 159 PAGES.

Les ONG sont sous les feux de l'actualité. Par leurs interventions, leurs prises de positions, leurs capacités de mobilisation, elles deviennent un des acteurs incontournables de nos sociétés, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Celles qui s'occupent plus particulièrement de la coopération au développement avec les pays du Sud (ONGD) en sont une des composantes. Ce livre se compose de deux parties. Dans la première, 46 personnalités belges issues de divers milieux (culturel, politique, associatif, syndical, universitaire, sportif,...) expriment leur point de vue, leur regard ou leurs attentes à propos des ONG. La seconde partie répond à ces questions et apporte d'autres informations utiles. Cet ouvrage constitue la première étape d'une action plus large de sensibilisation à la solidarité internationale et de dialogue avec le public belge sur la nature et le rôle des ONG face aux enjeux internationaux actuels...



CHEMINEMENT D'UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT
E. BEAUDOUX, G. DE CROMBRUGGHE,
F. DOUXCHAMPS, M.C. GUENEAU, M. NIEUWKERK



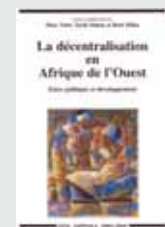
MEDIA RESISTANCE
S.BAILLY, D. BEAUFORT



TECHNOLOGIES WALLONNES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE
AWEX



PAROLES D'AFRIQUE CENTRALE : BRISER LES SILENCES
INSTITUT PANOS, COTA



LA DECENTRALISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST : ENTRE POLITIQUE ET DEVELOPPEMENT
ED. KARITHALA

HTTP://WWW.COTA.BE

LA RUBRIQUE DES ECHOS DU COTA SUR LE SITE DU COTA N'EST PAS UNE VERSION ÉLECTRONIQUE DE LA REVUE MAIS UNE INTERFACE DESTINÉE À FACILITER LES ÉCHANGES AVEC LE LECTEUR ET L'ASSOCIER DAVANTAGE À NOTRE TRAVAIL.

GRÂCE AU SITE, VOUS POUVEZ DÉSORMAIS :

- CONSULTER UNE TABLE DES MATIÈRES COMPLÈTE ;
- COMMANDER DES NUMÉROS DE LA REVUE ;
- REMPLIR ET NOUS FAIRE PARVENIR UNE DEMANDE D'ABONNEMENT ;
- NOUS ENVOYER LES ANNONCES QUE VOUS SOUHAITEZ VOIR PARAÎTRE GRATUITEMENT DANS NOS PAGES ;
- RÉPONDRE AUX APPELS À CONTRIBUTIONS ;
- COMPLÉTER L'INFORMATION CONTENUE DANS LA REVUE EN CONSULTANT DES TEXTES CLASSÉS PAR DOSSIERS THÉMATIQUES ;
- EXPRIMER VOTRE OPINION SUR DES ARTICLES OU LA REVUE ELLE-MÊME ;
- NOUS ADRESSER TOUTES SORTES DE SUGGESTIONS ET INTERVENIR DANS LE CHOIX DES THÉMATIQUES À VENIR, ETC.

LE SITE NOUS PERMETTRA DE MIEUX NOUS CONNAÎTRE. C'EST UN OUTIL PRÉCIEUX POUR NOUS COMME POUR VOUS. VISITEZ-LE. UTILISEZ-LE.

→ URBAIN ET RURAL AUTOUR DE LA RE-CRÉATION DES « ÉCOCITÉS ». LES EXPÉRIENCES DE MBORO ET DE DAROU KHOUDOSS (Sénégal)

Victor Sakagne Tine*



(Sénégal - Acteur au cours d'une restitution) PHOTO : V.S. TINE

Dans le cadre du processus de la décentralisation, les réflexions sur le développement en Afrique révèlent un retour vers le local. Ce local, imbriqué ou fortement institutionnalisé - comme dans le cas du Sénégal en zones urbaines (les communes) et en zones de terroir (les communautés rurales) - est souvent appréhendé de manière dissymétrique. Pourtant au regard des enjeux qui structurent ces deux territoires, cette ambivalence doit être réduite pour développer une approche plus complémentaire tendant à recréer ou à conserver les « écocités » qu'ils partagent.

Dans l'Afrique contemporaine, la situation des administrations publiques et locales et, plus particulièrement, de la gouvernance des ressources naturelles, est largement tributaire de « la crise de l'Etat » (centralisé ou décentralisé). Celle-ci affaiblit la durabilité des initiatives de développement. Il ne peut y avoir de développement durable sans « Etat durable ». Or l'« Etat durable » est un processus qui est loin d'être achevé en Afrique et, en particulier, au Sénégal.

LA REDÉCOUVERTE DU LOCAL

Tel qu'initié au Sénégal, le processus de décentralisation consiste en l'édification d'un « autre » Etat à travers le transfert de certaines compétences au niveau des collectivités locales. Cette subsidiarité, de plus en plus active, comme principe de gestion et d'administration, apparaît comme la base d'un développement « alternatif » qui se manifeste souvent sous la dichotomie « rural/urbain ».

La décentralisation, le développement des responsabilités des collectivités locales et l'émergence d'une gestion décentralisée qui en découlent ont beaucoup favorisé le renouveau du local urbain ou rural.

Décrivant les prémices de la « Révolution de la gouvernance », Pierre Calame parle de « redécouverte des territoires et du local à la fois pour le fonctionnement économique lui-même, pour la gestion des ressources naturelles, pour le renouveau de la démocratie et pour la mise en place du partenariat entre acteurs »¹. Ce retour au local apparaît comme une nouvelle forme de « citoyenneté ». Celle-ci traduit, non seulement la participation mais, plus encore, l'« accountability » (la responsabilité et la redevabilité politiques) des élus locaux et des populations à la base.

Le local n'est pas aussi « autonome » et « immaculé » qu'on peut l'imaginer. Il répond à des logiques de pouvoirs, d'identité, de territoire, de conflits et de stratégies. Il se définit comme un espace imprégné d'une diversité d'acteurs, façonnés par le poids de la politique, l'émergence des élites locales, l'enjeu du foncier et les rentes d'intermédiation (ou « rentes de développement »)² : le lieu de rivalités pour le contrôle et la conservation de la gestion des ressources que traduisent les positions, souvent assez tranchées. Ainsi, au Sénégal, la relation « rural/urbain » est fortement institutionnalisée depuis une réforme administrative et des territoires de 1972, instituant les communes et les communautés rurales.

La redécouverte du territoire local manifeste une vision urbaine ou rurale du développement, à travers laquelle se façonnent des dynamiques politiques locales qui ont fini de cristalliser les rapports dissymétriques entre acteurs urbains et ruraux. Ceux-ci ont favorisé la construction d'une certaine conscience d'« urbanité » et de « ruralité » qui se reflète dans la pensée de certains acteurs du développement et de certains programmes ou projets³.

L'URBAIN ET LE RURAL MIS EN RELATION

Quand les relations « rural/urbain » sont abordées, c'est l'antagonisme qui est souligné, sans se soucier des solidarités territoriales, de l'interdépendance et de l'emboîtement de ces espaces (tels que les territoires périurbains).

Le rural est compris comme le lieu des espaces agricoles et naturels ; l'urbain reflète le bâti et le domaine urbanisé (loti). A l'interface de ces deux territoires, du fait de l'urbanisation accélérée des villes, le statut des terres de culture en vient à muter.

* Sociologue, chargé de recherche au GRAIM (Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Mutualistes) (victor_tine@yahoo.fr).

1) Contribution de Pierre CALAME, Directeur général de la Fondation Charles-Léopold Mayer aux 3èmes assises wallonnes du développement local, à Gosselines (Belgique), le 28 novembre 2002, « le territoire, brique de base de la gouvernance au 21ème siècle ».

2) T. Bierschenk, Chauveau, J.-P., Olivier de Sardan, J.-P., 2000, « Les courtiers entre développement et Etat », dans « Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets », Paris, Karthala, p. 5-42.

3) Exemples de quelques programmes et projets : IMAP (Instruments et modèles d'aménagement participatif) ; PADELU (Programme d'Appui au Développement Local Urbain) ; PNIR (Programme National d'Infrastructures Rurales).

Dans l'esprit des planificateurs, des élus locaux, des services de l'aménagement, l'habitat prime sur l'agriculture. Il ne peut y avoir aucune convenance entre l'urbanisation et l'agriculture. Au Sénégal, il est difficile de voir cohabiter dans les plans de lotissement des villes, un aménagement à la fois soucieux de l'extension urbaine et de la préservation des espaces agricoles et naturels.

La question d'investir dans le développement rural ou dans le développement urbain est donc une porte d'entrée vers un ensemble de situations associées : la gestion décentralisée des ressources locales, les dynamiques sociopolitiques, les pouvoirs locaux, les enjeux à l'interface des territoires ruraux ou urbains.

Il faut se délier du biais ruraliste ou d'une vision urbano-centriste⁴ et repenser la relation ville/campagne à partir d'une approche intégrée répondant à des enjeux imbriqués.

LES ÉCOCITÉS

La relation ville-campagne répond aussi à des mutations et à un enchevêtrement d'intérêts (environnemental, économique, politique etc.) dont la gestion appelle une recreation des « écocités ». Celles-ci ne sont que des espaces de mise en dialogue et de concertation autour d'enjeux partagés de gestion durable des écosystèmes à l'interface rural/urbain. Ils sont possibles grâce à une meilleure articulation entre processus d'extension de la ville et préservation des espaces agricoles et naturels ayant des intérêts économiques ou environnementaux importants.

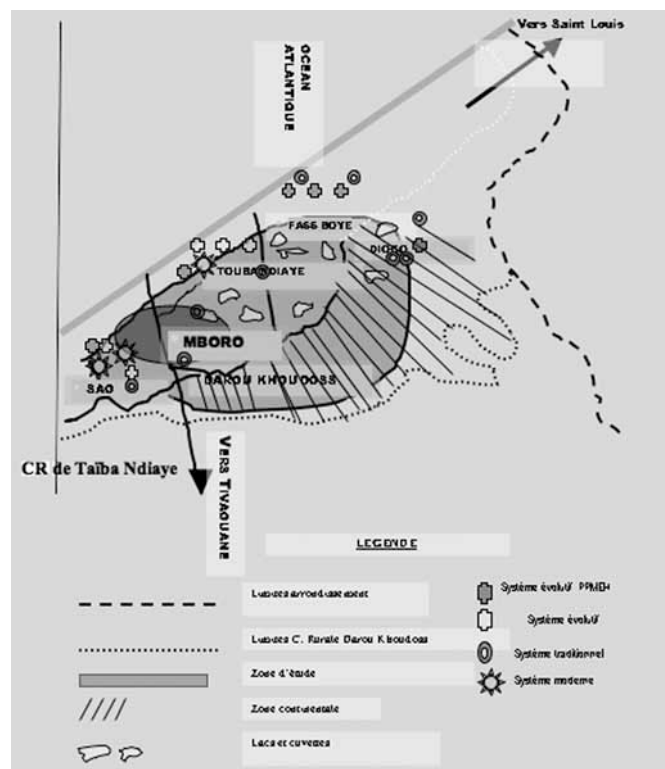
Dans l'approche du développement local, un changement politique et social des divers acteurs (urbains ou ruraux) s'impose à différentes échelles. Car, sans nier l'existence d'aspects particuliers du milieu rural et du milieu urbain, on note une multitude de situations précises telles que la concentration urbaine, la précarité des activités rurales, l'instabilité des conditions de production agricole et des agricultures périurbaines, les mouvements d'émigration (exode) etc., qui forcent à croire qu'il est difficile d'appréhender sectoriellement les deux territoires.

MBORO : D'UNE CITÉ OUVRIÈRE...

Située à 90 km de Dakar, la ville de Mboro est incluse dans la lanière éco géographique communément appelée les Niayes. Administrativement, elle est localisée dans le département de Tivaouane (Région de Thiès). Elle constitue une des plus grandes zones de production et de commercialisation de produits maraîchers du Sénégal. Avec ses sols de bas fonds (3 à 5% des surfaces cultivables), favorables en particulier aux cultures maraîchères, elle joue un rôle important dans le développement de l'horticulture du Sénégal. Cependant, son histoire ne peut être dissociée de celle de l'exploitation des phosphates de Taïba.

À la mise en exploitation du gisement de phosphate en 1959, Mboro avait servi de lieu de logement pour les ingénieurs étrangers (citée Mbaye-Mbaye). Telle une ville ouvrière, gravitèrent instantanément autour d'elle, des implantations pour la plupart ouvrières. La disponibilité de la main-d'œuvre et l'accès facile au foncier ont participé au développement de cette collectivité rurale d'alors. Le flux migratoire vers Mboro à la recherche de travail, suite aux sécheresses qui ont touché le monde rural sénégalais dans les années 70, a énormément contribué à l'essor de cette ville.

Cette concentration a favorisé des phénomènes connexes. Car, une bonne frange des migrants, ne parvenant pas à trouver du



travail dans les exploitations de phosphate, se convertira comme ouvriers dans les exploitations agricoles. Grâce à la fertilité des terres (les Niayes), une économie maraîchère se développe autour de Mboro qui devient plus tard un marché d'exportation des produits maraîchers vers les autres villes sénégalaises. Au-delà, donc, de la potentialité en main d'œuvre qu'offrent les exploitations de phosphate de Taïba, Mboro deviendra un véritable pôle économique et d'affaires avec la naissance de nouveaux acteurs (« bana-bana »⁶, les « coxieurs »⁷, les caisses d'épargne et de crédit, etc.).

L'importance du flux des ouvriers et des journaliers soucieux de se rapprocher du gisement d'exploitation de phosphates de Taïba, son nouveau rôle de centre économique des produits maraîchers, vont confiner la petite cité ouvrière de Mboro. La concurrence et la spéculation foncières vont être exacerbées. La cherté des terres et des loyers obligera certains manoeuvres de Taïba, à trouver refuge à Darou Khoudoss. Ce village, premier délocalisé du site d'exploitation de Taïba en 1962, va devenir le lieu de désengorgement de Mboro.

Darou Khoudoss appartenait alors à la communauté rurale de Mboro dont elle était séparée par moins d'une dizaine de kilomètres.

4) Lavigne Delville, P., Le Meur, P.-Y., juin 2003, Analyser les effets de la mise en dialogue (document de travail ECOCITE).

5) La zone des Niayes désigne la région naturelle située dans la partie nord-ouest du Sénégal. Elle s'étend de Dakar à Saint Louis, comprenant la frange côtière et son arrière-pays immédiat sur une longueur d'environ 260 km avec une largeur variant entre 5 et 15 km. Cette zone concerne 4 régions administratives et 9 départements : Dakar (départements de Dakar, Pikine, Guédiawaye et Rufisque), Thiès (départements de Thiès et Tivaouane), Louga (départements de Kébémér et Louga) et Saint Louis (département de Saint Louis).

6) Commerçants, le plus souvent des grossistes.

7) Acteurs du système maraîcher qui se placent entre les producteurs et les commerçants. Ils fixent souvent les prix des produits maraîchers.

Entre également en ligne de compte le phénomène de « délocalisation/relocalisation »⁸ des villages riverains de la mine de phosphate. Il intensifie la conurbation⁹ de Darou Khoudoss avec Mboro.

La cité ouvrière de Mboro prend alors des allures de centre d'affaires ; Darou Khoudoss, avec les villages délocalisés, devient un faubourg, lieu de désenclavement de Mboro et de recasement des populations délogées de la mine de phosphate.

...À DEUX TERRITOIRES ADMINISTRATIFS DISTINCTS, MAIS FORTEMENT EMBOÎTÉS

L'exploitation des phosphates de Taïba et l'économie maraîchère ont été les deux piliers de l'essor de la petite bourgade de Mboro. Sa croissance démographique atteint en moins de quelques années un taux de 8%.

Dans la mouvance de la réforme de l'administration territoriale et locale du Sénégal de 2002, Mboro, à la demande de ses élites politiques, sollicite un changement de statut, afin de passer du stade de communauté rurale au stade de commune¹⁰. En février 2002 (décret 2002/173), les autorités étatiques érigent Mboro en une commune de premier exercice. Darou Khoudoss hérite du statut de chef-lieu de communauté rurale. Cette reconfiguration spatiale découpe, ainsi, cette entité géographique, économique, sociologique (Mboro/Darou Khoudoss) en deux collectivités locales administrativement distinctes. Mboro coupé de son hinterland, de multiples conflits vont apparaître. Ce découpage confine totalement la ville de Mboro à ses arrières-pays immédiats. Elle est entièrement encerclée par la communauté rurale de Darou Khoudoss, sans possibilités d'extension.

La requête de changement de statut de Mboro incluait le village de Darou Khoudoss de manière à préserver la continuité géographique et sociologique de la ville. Mais les querelles des responsables politiques n'ont pas permis de réaliser ce souhait. A l'issue de plusieurs tentatives de fusion, la commune de Mboro est entrée dans une logique de contestation des limites fixées.

Pourtant les deux collectivités locales partagent un même territoire compris comme un espace géographique déterminé par les relations qu'elles entretiennent autour des enjeux qui le structurent.

Les tendances lourdes qui caractérisent le site de Mboro/Darou Khoudoss (dégradation environnementale, pression sur les ressources en eau, occupation anarchique de l'espace, etc.) sont le autant le fruit de la diversité des intérêts des acteurs que celui d'un déficit dans la régulation des transmutations.

La relation « rural/urbain » dans la zone de Mboro/Darou Khoudoss est fortement emboîtée. Les trois situations dépeintes dans la suite en rendent compte.

UN CONFLIT TERRITORIAL

La problématique « rural/urbain » est en partie caractérisée par la contestation des limites territoriales. Cette situation est exacerbée par une avancée du front minier qui déclenche des mécanismes complexes de redistribution de la rente minière, d'expropriations et de réinstallations de villages délogés¹¹.

Le village de Darou Khoudoss sert de lieu de recasement des villages délocalisés où les espaces naturels et agricoles sont transformés en lieux d'habitation. Les espaces à la périphérie des collectivités administratives s'en trouvent réduits et la conurbation favorisée.

La ville de Mboro, confinée, développe des stratégies de mutation des bas fonds agricoles en espaces bâtis. Cela pose de graves problèmes d'aménagement. Réfléchis sous le vocable du « développement local », ils incitent à opérer un changement d'échelle depuis la position de chacune des collectivités locales et à définir un projet d'aménagement commun tenant compte des divers enjeux de la zone. D'autant que pour les deux communautés il est capital de garder le contrôle sur la mer et sur les ICS¹², principales sources de revenus.

« La commune » de Mboro la « communauté rurale » de Darou Khoudoss n'ont d'autre choix que d'articuler leur développement autour d'une politique d'ensemble concertée entre acteurs des deux milieux.

LA GESTION DES DÉCHETS

Les mutations de l'espace rural dans les franges d'expansion urbaine et le différend frontalier entre les deux collectivités locales se cristallisent dans les enjeux environnementaux des espaces périurbains. En particulier à travers la question de la gestion des déchets.

Mboro, par manque d'espaces, déverse ses ordures ménagères dans les interstices périphériques de la communauté rurale de Darou Khoudoss.

LA MUTATION DES RÔLES

Avec le nouveau découpage administratif, la plupart des zones de production maraîchère sont situées dans le territoire de Darou Khoudoss qui hérite ainsi de la majorité des espaces de production. Quant à Mboro, elle continue de jouer son rôle de marché d'écoulement.

Aujourd'hui, la zone des Niayes en général et celle de Mboro/Darou Khoudoss sont en proie à de fortes mutations (dégradation, salinisation des sols, avancée dunaire, expansion urbaine etc.) qui affectent le point de distribution de Mboro, par ailleurs très concurrencé par d'autres sites de production et d'écoulement. Cette situation appelle une réadaptation des agricultures et des systèmes de production aux nouvelles opportunités et contraintes liées non seulement à l'expansion urbaine, mais toutes les formes de mutations qui affectent la zone de Mboro/Darou Khoudoss.

8) La majorité des villages délocalisés du site de Taïba, ont trouvé un site près du village de Darou Khoudoss. Ce phénomène a provoqué une ampleur considérable, faisant de ce village, la deuxième entité de la CR de Mboro de l'époque.

9) Agglomération formée de plusieurs villes voisines dont les banlieues se sont rejointes.

10) En effet, la loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales au Sénégal, donne en son article 79, la possibilité aux localités dont la population est égale au moins à 1000 habitants, et ayant atteint un niveau de développement suffisant pour pouvoir disposer de ressources propres nécessaires à l'équilibre de leur budget, d'être érigées en communes.

11) S. Kessler, V. Tine, 2004, « Un mal nécessaire ?, Influences industrielles à l'interface urbain rural, l'impact des ICS sur la zone de Mboro, Sénégal », Ifeas, Enda graf, Gret, document de travail Ecocité n°1, www.ecocite.org, 39 p.

12) Les Industries Chimiques du Sénégal. C'est la nouvelle structure industrielle dans laquelle sont intégrées les phosphates de Taïba, après la fusion dans les années 80.

Identifier et analyser les enjeux écologiques des espaces naturels et/ou agricoles, ainsi que les pratiques innovantes en matière de préservation de la biodiversité et de diminution des nuisances (dans un contexte de rareté des ressources en eau et en terres), implique au préalable une nouvelle vision de gestion des ressources et du développement économique local. Une vision qui dépasse la dichotomie « rural/urbain ».

Telle est la quintessence du programme de recherche de gestion partagée et durable des espaces agricoles et naturels à la périphérie des centres urbains : Ecocité, compris comme un espace de passerelles entre les préoccupations rurales et urbaines, des formes de concertation ou de consensus construites autour d'enjeux de développement partagés entre les acteurs urbains et ruraux d'une même entité géographique, intégrant la préservation des espaces de production agricole ou d'une économie déterminée et l'essor des pôles d'urbanisation et d'industrialisation avec tous les problèmes environnementaux qu'il pose.

LE PROGRAMME ECOCITÉ : OBJECTIFS ET APPROCHE

Le programme Ecocité, avec l'UE-Inco, est une expérience de recherche, conduite sur deux périphéries urbaines contrastées. Deux pays sont concernés : le Sénégal et le Bénin. Il s'articule autour de quatre grands groupes d'activités (working packages WP) correspondant aux objectifs spécifiques détaillés dans l'encadré. Ces trois objectifs visent à analyser les dynamiques d'expansion urbaine, d'adaptation des agricultures et d'impact sur l'environnement dans les franges périurbaines (rural/urbain).

Les objectifs généraux de la recherche sont de réaliser une analyse fine et partagée des processus en cours à l'interface milieu urbain/milieu rural et de proposer des méthodes et outils de concertation entre acteurs pour faciliter la planification urbaine et permettre une gestion durable de ces écosystèmes par une meilleure articulation entre processus d'extension de la ville et préservation des espaces agricoles et naturels ayant un enjeu économique ou environnemental important.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- identifier et analyser les processus de mutation de l'espace rural dans les franges d'expansion urbaine et les processus concrets de cette expansion (politiques publiques, mécanismes informels, transactions, stratégies des acteurs, etc.) ;
- identifier et analyser les dynamiques de changement des activités agricoles et de leurs performances économiques, face aux nouvelles opportunités et contraintes liées à l'expansion urbaine ;
- identifier et analyser les enjeux écologiques des espaces naturels et/ou agricoles à l'interface rural/urbain, et les pratiques innovantes en matière de préservation de la biodiversité et de diminution des nuisances dans un contexte de rareté des ressources en eau et en terres ;
- étudier si, en quoi et comment une meilleure connaissance des dynamiques et des enjeux par les acteurs locaux peut contribuer à favoriser une gestion plus concertée et plus durable de l'espace rural à proximité des villes.

Pour chaque groupe d'activités, il s'agit de croiser une analyse spatiale (avec restitution sur support cartographique) et une analyse de processus.



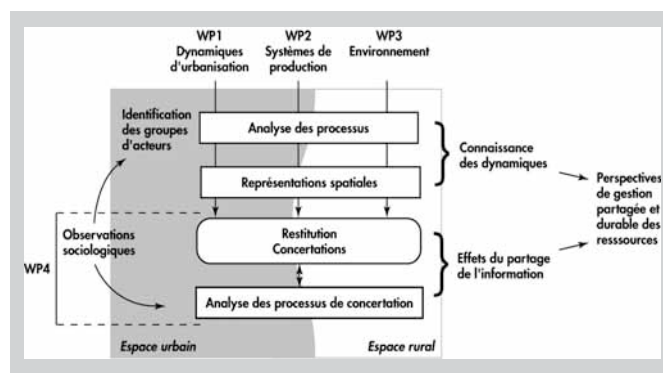
(Sénégal - marché de Mboro) PHOTO : V.S. TINE

Cette dernière vise à restituer les résultats et à analyser l'impact des processus de concertation entre acteurs pour mieux appréhender les enjeux qui les structurent. L'interconnexion de ces chantiers se schématise de la sorte :

Focalisé sur les franges d'expansion urbaine et sur les problématiques environnementales et agricoles, le programme vise à produire des connaissances et des études scientifiques sur les systèmes naturels et agricoles et, de manière générale, sur les enjeux sur lesquels s'exerce la pression urbaine.

Il analyse, en même temps, les effets positifs et négatifs de l'expansion urbaine sur les systèmes productifs, les ressources naturelles et l'environnement. Pour cela, il se fonde sur une approche interdisciplinaire, replaçant les enjeux (agro-économiques et environnementaux) étudiés dans leur contexte spatial, social et économique.

Ces connaissances et études scientifiques sont mises à la disposition des acteurs concernés et en particulier ceux qui, au niveau local (urbain ou rural) et au niveau national, ont des responsabilités dans la définition et la mise en œuvre des poli-



tiques de développement. Car l'hypothèse posée était qu'une meilleure connaissance des enjeux à partir de recherches scientifiquement documentées et une meilleure connaissance réciproque entre acteurs (élus locaux et responsables politiques urbains ou ruraux, services techniques déconcentrés, organisations communautaires de base), peut favoriser une gestion plus durable et plus concertée de ces espaces et des enjeux en milieu « rural/urbain ».

Les recherches visent donc également à s'interroger sur les outils et méthodes permettant de favoriser la concertation entre les différents acteurs et à tester pour cela des outils de visualisation de ces dynamiques et des méthodes d'animation pour la

restitution et la mise en débat des résultats des recherches, afin d'arriver à des enjeux de développement bien maîtrisés par les acteurs ruraux et urbains.

LES APPORTS D'UNE TELLE EXPÉRIENCE MIXTE

En fonction d'une identification préalable des acteurs de l'interface rural/urbain et de leurs relations, les processus de concertation entre Mboro et Darou Khoudoss ont été l'objet d'observations distancées et d'une analyse sociologique permettant d'en déterminer les impacts. De manière générale, le projet a apporté une analyse rigoureuse sur les conditions et les limites de telles approches dans les contextes de la culture politique locale et a contribué ainsi aux débats actuels sur la décentralisation et la gouvernance locale et participative.

Dans la zone de Mboro/Darou Khoudoss, selon la structuration des working packages, plusieurs études et recherches ont été élaborées sur les dynamiques foncières, sur l'adaptation des agricultures aux opportunités ou contraintes liées à ces dynamiques ainsi que sur les enjeux environnementaux des espaces agricoles et naturels périurbains (cf. www.ecocite.org).

Toutes ces études sur les différents enjeux (le foncier, les filières agricoles, l'environnemental) ont fait l'objet de restitutions et de débats. Ceux-ci ont permis aux divers acteurs d'intégrer dans leurs logiques d'intervention un changement d'échelle et de stratégie. Il s'agissait donc, autour de cette approche, d'évaluer l'évolution de la perception des acteurs et le rôle que jouent l'interconnaissance, les outils de visualisation et l'accès à des diagnostics partagés dans les mécanismes de concertation. Cette situation a été la base de plusieurs recherches conjuguées. Les tentatives de Le thème de la gestion des déchets (cf. plus haut) est apparu comme une bonne porte d'entrée vers l'intercommunalité et la création de cadres de négociation ou de concertation ¹³.

Plusieurs journées d'étude, réunissant les acteurs locaux d'un côté et de l'autre ainsi que les services déconcentrés et les partenaires, ont été organisées aussi bien à Mboro qu'à Darou Khoudoss pour aboutir à un projet de développement communément partagé, visant à faciliter la concertation autour de la mise en place d'un plan directeur intercommunal de gestion des ordures à Mboro et à Darou Khoudoss.

DES DIFFICULTÉS CERTAINES

Il est clair que de tels projets ne se conçoivent pas de fait. Les situations de concertation s'inscrivent dans un jeu politique, autrement dit, de dynamique politique locale.

La mise en débat et la concertation au niveau local ne sont pas non plus des lieux autonomes. Ce qui passe pour être un espace démocratique demeure, en réalité, chargé de pouvoirs et saturé d'enjeux de position et de repositionnement avec d'une part des stratégies (règles et pratiques) et d'autre part des logiques de négociation et concertation. Les mises en dialogue restent, de ce fait, un lieu favorable à la lecture des conflits.

Malgré l'expression d'une volonté commune de gestion des ordures, le projet tarde à se concrétiser malgré l'appui des partenaires de Ecocité, des ICS, du PALPICS ¹⁴. Le choix du site de la décharge reste encore entier.

D'un côté les autorités de Mboro veulent porter le projet et négocier directement avec les ICS et le PALPICS (partenaires financiers) de sa faisabilité et se positionner comme gate keeping ¹⁵ à la rente industrielle et à la taxe sur les ordures. Tandis que



(Sénégal - Maraichage à Darou Khoudoss) PHOTO : V.S. TINE

Darou Khoudoss, comme acteur, n'accepte pas d'être traité comme dépotoir et se voit davantage comme partenaire de la gestion de la décharge.

Une des difficultés de l'expérience, demeure donc la gestion de l'avantage du regroupement des collectivités locales dans le cadre d'une intercommunalité. Cette situation dissimule une dimension politique qui trouble finalement le lieu de concertation. Une autre difficulté liée à cette expérience mixte, demeure le niveau de représentativité des acteurs au cours de ces mises en débat. Souvent les acteurs des services déconcentrés et techniques et ceux des collectivités locales d'où doivent émaner les prises de décision préfèrent se représenter au second degré. Cela ralentit le processus et le transforme en des tribunes de revendications. Par exemple, tout au long de la mise en débat, sur la problématique périurbaine, le maire de Mboro et le président du conseil rural de Darou Khoudoss n'ont jamais été présents sur une même table de dialogue et de partage.

DÉPASSER LA DISSYMMÉTRIE

Même concurrencée par d'autres sites, la zone de Mboro/Darou Khoudoss reste au coeur des intérêts productifs de la région environnante des Niayes. Cependant, à travers les questions de gestion de la ressource hydrique, des ordures ménagères et des espaces agricoles, son développement ne va pas dans ce sens. La réalisation d'un schéma directeur de la grande côte des Niayes (incluant les zones rurales et les zones urbaines) orientera les efforts dans ce sens.

Si le développement local, peut être considéré comme un processus d'ensemble (incluant le rural et l'urbain), il doit être appréhendé dans la logique de re-créer les écocités entre les différentes collectivités, au lieu d'une logique de reproduction du rural et de l'urbain de manière dichotomique. ■■

13) Le Meur, P.-Y., avril 2004, Note sur la problématique des sites de Thiès et Mboro (ECOCITE).

14) Projet d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté dans les zones riveraines des ICS.

15) Position qui permet aux acteurs en jeu de surveiller et de contrôler les entrées (comprises comme informations ou ressources) pour atteindre leurs objectifs.

→ LE TIERS ESPACE DE LA RURBANITÉ

Philippe Bachimon*



(Niger - Une rue de Dosso) PHOTO : COTA

Les zones péri urbaines, périphériques de grandes villes comme Ndjaména (Tchad), Dakar ou Thiès (Sénégal) et même de plus petites agglomérations comme Léré ou Yao (Tchad) sont des espaces de pauvreté qui constituent un objet spécifique, produit d'un apport d'urbanité et de ruralité, ayant ses dynamiques propres. Ces espaces « rurbains » conduisent à requalifier, par rétroaction, les tissus ruraux et urbains qui leurs sont contigus ¹.

Au coeur du questionnement géographique, il y a une approche dichotomique de l'espace terrestre. Son organisation est dépeinte comme induite par des dynamiques polaires, imprimées par des modèles gravitationnels, qui aboutissent à une structuration de la terre habitée en centres, lieux nobles d'agglomération des pouvoirs, des hommes et de la richesse, entourés d'espaces périphériques ².

Ces distinctions ont permis de penser systématiquement la très ancienne partition ville/campagne aujourd'hui corrigée par le concept de métropolisation, qui requalifie à son tour les phénomènes d'aggrégation multipolaires à partir des villes en réseaux.

LE TIERS ESPACE

Mais ces processus produisent également des espaces intermédiaires (d'intercession en quelque sorte) qui ne sont ni de

* UMR Pacte, Université d'Avignon. Ph. Bachimon est l'auteur de plusieurs articles dont les suivants ont servi pour la rédaction de sa présente contribution : (avec Yémadji N., Allasembaye D., Laoubaou A.-N., Lorenz N., Jeannée E. et Wyss K.) « Utilisation de la méthode RAF pour la gestion par ses occupants d'un espace urbain défavorisé », in Bolay Cl., Odermatt P., Perdrizzini Y. et Marcel Tanner M., Environnement urbain, 1999, Bâle, Birkhäuser, pp 143 à 155 ; Bachimon Ph., « La mobilisation communautaire pour la distribution et la protection de l'eau potable dans un environnement urbain défavorisé au Tchad et au Sénégal », in Eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et le petits centres, Paris, Coopération Française, 1999, pp. 112 à 114 ; « Le dialogue scientifique outil d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain défavorisé » in Wyss K., N'Diaye M. et Jacolin P., Défis du Sahel : Villes en voie d'invention ou de reproduction, 2000, Paris, L'Harmattan ; « La Rurbanité au Centre de la Recherche - Action », Sempervira, n°9, 1999, Académie Suisse des Sciences et Centre suisse de recherche scientifique ; « Indicateurs géographiques de la résidence temporaire. Demande sociale et offre disciplinaire » in Objets et indicateurs géographiques sous la directions de J. Maby, Actes 4, UMR-Espace, pp. 121 à 132, 2003, Avignon.

- 1) La recherche-action qui a inspiré cet article a été conduite dans le cadre de trois programmes s'échelonnant sur près de 10 ans en Afrique Sub Saharienne : Le Programme Prioritaire Environnement (PPE de la Coopération suisse) avait trait à « la gestion par ses occupants d'environnements urbains défavorisés », le Programme Solidarité-Eau (Pseau de la Coopération française) traitait de la « mobilisation communautaire pour la distribution et la protection de l'eau potable dans un environnement urbain défavorisé », le projet Campus traitait des géosystèmes lacustres au Tchad.
- 2) Tous les autres lieux. Ils sont sous l'emprise plus ou moins forte des précédents en fonction de leur éloignement relatif.

l'ordre du centre ville (hypercentre, Central Business District (CBD), City, Bourg...) ni de celui d'un espace rural (village, campagne). Ce tiers espace ³ pourra alors se définir, non plus comme une interface ville/campagne (ce qu'il est originellement), mais comme un lieu où se produit matériellement et virtuellement de l'urbanité formelle et de la ruralité informelle.

Cet espace « rurbain » ⁴ ne doit pas être considéré comme un lieu sous influence, le lieu d'un compromis « boiteux » entre une modernité (monopole d'un centre ville) et une tradition (conservée au fin fond de la brousse) mais comme un lieu où s'inscrit, en un état transitionnel ⁵, des dynamiques spatiales de la centralité.

Ce lieu est au cœur de la quotidienneté d'une majorité d'entre nous, parce qu'il est notre lieu de vie, que nous soyons résidents du « Nord riche » ou du « Sud pauvre ». Il est pourtant peu étudié. Or, on peut relire la ville et la campagne d'aujourd'hui comme des effets de cette rurbanité et ainsi, inverser la hiérarchisation habituellement retenue.

Si le rurbain peut-être conçu comme espace en soi, autonome des autres espaces originels, il peut dès lors considérer les autres espaces comme des périphéries du rurbain. C'est une question de point de vue.

ABORDER N'DJAMÉNA

Le tissu urbain d'une ville comme N'Djaména (elle en a les fonctions traditionnelles et le statut administratif) apparaît comme un compromis entre un ensemble d'objets et de signes de l'urbanité (géométrie cadastrale homogène des grandes avenues structurantes bordées de quelques immeubles en béton de plusieurs étages à la façade parfois stylisée selon une relecture « africaniste » ou « sahélienne », pour les plus anciens, de l'architecture traditionnelle), mais aussi des formes d'accaparement et d'occupation dans lesquelles la tradition rurale est prégnante (enclos en pisé délimitant une cour autour de laquelle se disposent les bâtisses en banco, jardins potager et petit bétail qui peut divaguer hors de l'enclos sur les terrains vagues qui marquent les secteurs non construits). Cet ensemble, un peu hétéroclite, donne l'impression au voyageur récemment débarqué d'Europe qu'il aborde une ville à peine esquissée (s'il se réfère à ses modèles de l'urbain) dans laquelle l'espace institutionnel ne serait souvent qu'une simple façade moderniste et fonctionnelle masquant des réalités plus prosaïques comme celles, dominantes, de la grande pauvreté de ses habitants vivant dans un environnement entre une ruralité agrégée et une urbanité diffuse.

A l'inverse, cet ensemble possède pour ses habitants - voire pour les voyageurs venus des provinces éloignées - la cohérence que lui donnent les multiples flux et réseaux qui l'irriguent, derrière l'apparent mélange d'urbanité et de ruralité.

L'utilisation du concept de rurbanité devrait nous autoriser à considérer l'articulation de ces deux phénomènes comme l'élément caractéristique de N'Djaména et non plus comme le signe de l'inachèvement d'un modèle de ville.

UN OBJET TRANSITIONNEL

La rurbanité est un mode de réappropriation des espaces interstitiels :

- par l'invention d'une sorte de « néo-ruralité » (le bâti traditionnellement circulaire y devient quadrangulaire pour mieux s'inscrire dans la densification, les pratiques culturelles y sont plus intensives pour répondre au manque de terrain...)

- par débordement, conquête, reconquête, investissement de ce que la modernité définit comme un espace public (ainsi, c'est dans la rue en terre battue que se prolonge l'espace privé, qui est en réalité familial ou communautaire, hors de l'enclos de la concession par le biais de l'échoppe, du tapis de prière, des tabourets de la buvette ou des bancs de palabres, par le jeu et la mendicité des enfants, par ces multiples activités qui s'égrènent le long d'un axe, alors que, dans la société traditionnelle, elles étaient circonscrites à la place du village).

Cette créativité est le principe fondamental de la « rurbanité ». Par l'introduction de modifications parfois infinitésimales, les rurbains se créent un environnement mixte, au moins en apparence. Ainsi, l'alignement cadastral est-il grignoté de multiples manières : trous creusés dans la chaussée pour enfouir les déchets ou extraire de la terre, latrines dont l'évacuation du trop plein se fait sur la chaussée, enfants de la rue qui exercent en bande leurs multiples activités (illicites parfois mais aussi créatives en compensation d'un toit, d'un emploi ou d'une école). C'est cette irrégularité « formelle » qui exprime des irrégularités « sociales » ; on se situe hors des normes idéales (d'une part celles d'une société urbaine policée, d'autre part celles d'un ruralisme en équilibre parfait avec le milieu naturel).

Cette rurbanité croît par prélèvement d'hommes et de biens et accroissement spatial sur ses marges urbaines et rurales. C'est un processus d'accaparement qui les vide de leur substance. Le rurbain accueille ainsi aujourd'hui la phase finale de l'exode rural. Cet exode qui jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle en Europe a contribué à la désertion des campagnes au profit de l'essor urbain, quartiers centraux puis périphériques des villes ; et cet exode qui aujourd'hui s'opère en Afrique, en Amérique latine et en Asie au profit d'un rurbain constitué d'une mosaïque de quartiers, carrés et concessions regroupant des familles, des villages et parfois des ethnies reconstituées.

Ces nouvelles contiguïtés créent des frictions entre groupes mais aussi des processus de métissage culturels.

CE QUI RESTE DE LA VILLE

En parallèle, la rurbanisation conduit aussi à « vidanger » les centres villes de leur population au profit des fonctions dites du « tertiaire supérieur », en accueillant les citoyens les plus anciens (voire parfois les squatters) qui en sont expulsés.

A l'achèvement de ce processus le cœur de la ville s'apparente à un vacuum ⁷ : un ensemble de bâtiments, building, monuments et de lieux publics formant un espace non résidentiel qui se vide la nuit à la fermeture des bureaux et au départ des actifs présents les jours ouvrables.

Cet espace qui abrite la réalité des pouvoirs politiques, économiques, religieux... est aussi celui qui renferme les lieux nobles,

3) Soja E. W., 1996, Thirdspace, Journeys to Los Angeles and Other Real-And-Imagined Places, Blackwell Publishers.

4) C'est un objet en soi, mais il n'y a pas de mot pour le penser. Espace intermédiaire, il échappe à une toponymie générique propre. Elle est toujours composite: faubourg, banlieue, périurbain... Le terme provisoire de rurbain que nous employons ne fait pas exception si ce n'est qu'il présuppose un équilibre des apports des deux espaces originels. Ce n'est pas le cas des autres termes.

5) Winnicot D. W., 1971, Jeu et réalité, Paris, Gallimard.

6) Sansot P., 1973, La poétique de la ville, Payot.

7) Définition de G. Ritchott in Desmarais G., 1998, « Trois concepts-clés pour les modèles morphodynamiques de la ville », in Cahiers de Géographie du Québec, Vol 42, n° 117, décembre, pp 399-419.

dont l'image sert d'indicateur culturel à la ville dans la construction de son identité et dans sa communication. Ces centres d'affaire ou centres « historiques », pour fonctionner comme tels, sont mis en patrimoine, sous cloche en quelque sorte.

Cela signifie que leur fonction principale de représentation, en fait des objets de visites identitaires des habitants de la périphérie ou des touristes, qui viennent en quelque sorte d'une plus grande périphérie. C'est parce que la communication des villes, à l'interne et à l'international, se fait sur ces lieux sacralisés qu'elle est en décalage croissant avec le quotidien de ses habitants qui ne la fréquentent plus que de manière occasionnelle ou professionnelle. Ainsi les villes européennes communiquent sur leurs centres médiévaux tandis que les villes sud américaines et africaines, dans une moindre mesure, le font, non sans paradoxe, sur leur passé colonial.

Cette question du décalage entre l'image que se donne la ville, celle de son centre historique (de moins en moins accessible aux périurbains et urbains), et le vécu citadin qui se déroule à sa périphérie, est essentielle à prendre en compte.

Ainsi la gentrification, qui se veut une reconquête du centre ville, en Europe et en Amérique du Nord, par les périurbains et urbains les plus favorisés, les fameux bobos (bourgeois bohèmes) peut se lire de deux manières :

- comme une tentative de recoller le vécu quotidien à l'image idéalisée de la ville ;
- comme une reconquête du centre par les happy few du périurbain.

Parallèlement, on assiste au Sud à un mitage⁸ par ghettoïsation de l'interstitiel des vieux centres par, cette fois, les plus pauvres.

LA DYNAMIQUE RURBAINE

Alors que l'on considère que la ville accueille désormais la majorité de l'humanité, c'est en réalité dans ce type d'espace indéfini et mixte que vit la population urbaine. Au Nord, où la pauvreté représente des poches résiduelles (ghettos et « banlieues difficiles », pour conserver l'euphémisme en usage), elle le fait majoritairement dans le bien-être ; au Sud, où la situation est simplement inversée, dans le mal-être.

Cette rurbanité, qui représente la forme « normale » du déroulement de la vie quotidienne de la majorité des hommes en ce début du XXI^{ème} siècle apparaît désormais comme conquérante sur ses marges.

C'est ainsi qu'elle réinvestit les anciens centres urbains abandonnés en partie par les citadins originels. On voit alors d'anciens jardins d'agrément (voire des jardins publics) devenir des microfundia accueillant des « cultures de case », d'anciennes villas coloniales se retrouvent enkystées par des constructions légères qui s'agrégent sur leurs murs et qui accueillent des populations à très faibles revenus et sans traditions citadines.

Sur ses marges externes, elle se diffuse largement dans des espaces de plus faible densité, selon un « informalisme » caractéristique qui traduit le fait que sa dynamique précède toute normalisation administrative, financière et cadastrale.

Ces périphéries mouvantes du rurbain enkystent à l'occasion les vieux noyaux villageois, comme dans le cas de Milézi au Sud-Ouest de N'Djaména.

Le bâti y semble improbable, les conditions de vie y sont précaires. Ce monde des marges est en réalité celui du mouvement. Il est en permanence alimenté par :

- les mobilités des ruraux qui fuient les campagnes pour cause d'insécurité civile et alimentaire et y échouent, attirés par les « lumières de la ville »⁹ et ses autres attraits

- les migrations pendulaires de ses habitants qui vont travailler (à pied, en deux roues ou en transport en commun) soit dans des quartiers constitués du centre, soit dans les champs environnants.

Imparfaitement desservie par les réseaux de transport, d'eau, et d'électricité, ces zones conservent des modes d'approvisionnement en eau (puits, bornes fontaines, fleuve), d'usages et de stockage diversifiés. Sur ces marges, s'improvise chaque jour une société mixte, un mode de vie ni tout à fait urbain ni tout à fait rural. En réponse aux phases de crise sociales et politiques qui découlent de ces dynamiques (ruptures des flux d'approvisionnement, afflux soudain de populations, tensions ethnico-religieuses), un très fort communautarisme émerge (matérialisé dans des comités de quartiers, des associations d'entraide et d'épargne comme les tontines, les amicales féminines,...) qui invente une forme de démocratie locale, de citoyenneté et de gouvernance dans ce qui est souvent un non lieu du point de vue des pouvoirs traditionnels du village et institutionnels de l'Etat et de la municipalité.

UN NOUVEL OUTIL OPÉRATIONNEL

Il devenait impossible en théorie, comme expérimentalement, de construire des savoirs partagés et transmissibles aux habitants qui se référaient implicitement à des situations spécifiques à l'urbain et au rural. Faisant du rurbain un laboratoire expérimental, il aura fallu imaginer des moyens d'utiliser les savoirs des rurbains comme des grilles de lectures de leur espace spécifique à l'aune de leurs périphéries (ce que sont pour eux la campagne et la ville). Celles-ci restent les référents implicites, les modèles d'un certain idéal. C'est ainsi que nous nous retrouvons au cœur des représentations de l'immense majorité des habitants des agglomérations africaines, avec un outil opérationnel d'échange et de réappropriation de la connaissance. Il serait intéressant à l'avenir d'établir des modes de comparaison entre les « rurbains » du Nord et ceux du Sud pour essayer de saisir les modes de vie en convergence et les inégalités de développement en émergence.¹⁰

UNE CENTRALITÉ EN CREUX

Après d'autres auteurs, nous proposons de procéder à un renversement conceptuel de l'approche géographique classique (en tous les cas de celle qui fonctionne selon une représentation binaire du monde qui sépare la ville de la campagne).

Ce n'est pas la ville qui est inachevée ni la campagne qui lui est inféodée, mais c'est bien le rurbain qui produit de la ville et de la campagne à la fois comme réalité (au sens matériel de sa périphérie et de ses marges) et comme projet, ou idéal, de son improbable achèvement¹¹. ■

8) Eparpillement anarchique des constructions.

9) Il s'agit là d'un cliché. Car l'accès à l'électricité est faible aussi bien en termes de raccordement au réseau (moins de 20% des concessions) qu'en termes d'usage et de régularité d'approvisionnement.

10) Des études et expériences croisées pourraient porter sur les aspects de la multirésidentialité et du nomadisme résidentiel qui marquent les espaces du Nord et du Sud.

11) Lefebvre H., 1974, La production de l'espace, Anthropos.

→ GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ENTRE MILIEUX RURAUX ET URBAINS

Tomas Dossche*



(Mali - Curage des caniveaux à Mopti) PHOTO : PROTOS

Les échanges commerciaux et migratoires entre villes et campagnes sont très forts. Le développement des uns ne peut pas se faire au détriment des autres. L'ONG PROTOS expérimente un projet de « Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Delta Intérieur du Niger (GIRE-DIN) qui tente de concilier les intérêts de la ville de Mopti et des communes rurales qui l'entourent.

En Afrique subsaharienne, entre 50 et 75 % des populations vivent en milieu rural. Leurs activités principales sont l'agriculture, l'élevage ou la pêche (secteur primaire). Elles servent principalement à nourrir les familles. Par contraste, en Europe, aux USA ou au Japon, à peine 5% de la population travaille dans l'agriculture, secteur à très forte productivité dont la production est totalement commercialisée et même exportée en Afrique.

L'histoire (agraire) porte à croire que la plupart des villes d'Afrique subsaharienne seraient d'implantation récente. La majorité de la population urbaine actuelle puise ses origines en milieu rural, en remontant à peine à 2 ou 3 générations. La ruralité imprègne encore fortement les sociétés africaines. Cela transparaît d'ailleurs notamment dans la grande diversité des langues pratiquées au sein d'un même pays, l'emprunte de la culture orale et le fort taux d'analphabétisme.

Du fait de politiques agricoles inadéquates ou peu opérantes, l'agriculture tarde à atteindre la phase d'intensification qui lui permettrait de répondre aux besoins de la croissance démographique. Elle reste traditionnelle et fortement dépendante de la main d'œuvre. Les éventuelles augmentations de la production totale sont souvent préjudiciables au milieu naturel (déforestation, dégradation des sols...). Les villages ruraux, privés de leurs jeunes bras valides, ont peu de chances d'encre réellement améliorer leurs conditions.

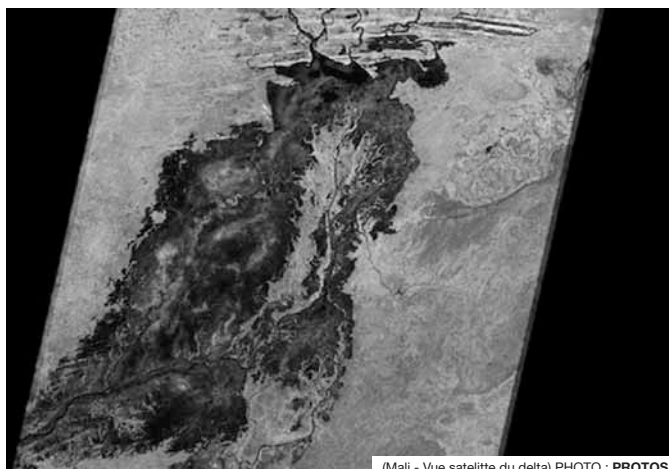
L'exode rural est très fort, principalement chez les jeunes. Il découle principalement du fait que l'agriculture ne rapporte pas assez et que les campagnes sont très démunies en infrastruc-

tures et en services de base. D'abord la migration est saisonnière. Les jeunes, après quelques années d'école, vont en ville pour y chercher un travail durant les saisons sèches pendant lesquelles leur force de travail est moins requise chez eux. Las de la pauvreté, de la pénibilité du travail de la terre, de l'isolement des villages, privés d'électricité, de télévision, beaucoup finissent tôt ou tard par s'installer définitivement dans les métropoles, quitte à en subir les inconvénients (difficultés de logement et du déplacement, pollution, problèmes d'assainissement dans les bidonvilles). Ils feront du petit commerce de rue ou vendront au prix le plus bas sur les chantiers de construction ou feront des ménages pour survivre.

Ce sont les capitales économiques des pays qui exercent évidemment la plus forte attraction. La population urbaine croît de 5% par an. C'est plus que les taux de croissance nationaux qui oscillent entre 2 et 4 % par an.

Le développement galopant des villes ne semble pas toujours très viable puisqu'elles ont du mal à offrir de l'emploi, à développer leur propre production (industrielle). La ville joue certainement un rôle clef dans l'administration nationale, mais celle-ci est peu fonctionnelle et n'inspire qu'une confiance relative aux entrepreneurs et à la société civile. Avant tout, c'est un centre commercial, un grand marché d'échanges entre produits importés et les quelques produits de base (céréales, viande, poisson, maraîchage, fruits, bois/charbon) provenant de l'intérieur du pays. Les grandes villes représentent les débouchés majeurs des produits agricoles (céréales, poissons, viandes, maraîchage) et des produits énergétiques (charbon de bois, bois) ou artisanaux (nattes, paniers, ...). Le milieu rural est considéré par les commerçants et les fonctionnaires citadins comme des réserves de produits de première nécessité payables au plus bas prix et des viviers de main d'œuvre bon marché. Ce sont les consommateurs des grandes cités qui déterminent les prix des produits agricoles, car ce sont les seuls à disposer d'un réel pouvoir d'achat.

* PROTOS



(Mali - Vue satellite du delta) PHOTO : PROTOS

FAUT-IL VRAIMENT CHOISIR ?

En définitive, il est difficile de juger si la qualité de vie est meilleure pour un pauvre des villes que pour un pauvre des champs. Le premier, même s'il gagne un peu plus d'argent, ne pourra jamais acheter tout ce qu'il convoite ; le second gardera le sentiment d'avoir laissé passer sa chance en étant resté au village... L'aide au développement devrait nécessairement s'adresser à tous les pauvres quel que soit leur milieu de vie. Malheureusement, on est de plus en plus obligés de faire des calculs de « rentabilité ». Cette logique amène à faire des choix trop abrupts. La coopération « investit » malheureusement trop souvent dans l'une ou l'autre zone. Dans certains cas, on jugera préférable de renforcer les systèmes d'assainissement des villes, de promouvoir des projets de santé ou d'éducation, de créer des emplois ; dans d'autres, il vaudra mieux chercher à ralentir la croissance urbaine en « investissant » plutôt dans une agriculture plus productive et l'amélioration des conditions de vie dans les villages et les villes moyennes. Ce n'est sans doute ni cohérent, ni équitable ni pertinent. Malgré tout, la logique d'intervention de PROTOS tente de concilier les deux tendances.

UNE ZONE INONDÉE L'OÙ ON PEUT MOURIR DE SOIF

Le Delta Intérieur du Niger (DIN) est l'un des derniers îlots de verdure subsistant dans le paysage sahélien. Il constitue un capital naturel d'une grande richesse qui, utilisé judicieusement, pourrait ouvrir de nombreuses perspectives d'espoir pour les populations qui y vivent.

La zone a été reconnue comme site RAMSAR (zone humide exceptionnelle, d'une grande importance écologique et jouant un rôle clef dans la migration des oiseaux aquatiques).

L'originalité du Delta tient dans le fait que le Niger et son affluent, le Bani, se ramifient entre Djenné et Tombouctou sur une longueur de 400 km, et s'étendent sur une grande plaine d'orientation sud-ouest nord-est d'une superficie proche de celle de la Belgique. Située en zone semi-désertique (200 et 500 mm/an), la région est inondée par une vague de crue qui provient du sud (zone de la Guinée Forestière et du Nord de la Côte d'Ivoire) où se trouvent les sources du fleuve (zone de fortes précipitations entre mai et septembre -1500 mm/an).

Cette vague de crue atteint la zone de Mopti à partir d'août et se termine généralement fin novembre. Pendant cette période, le niveau du fleuve Niger monte et tous les affluents alimentent les mares et les plaines : il y a de l'eau presque partout (sauf dans les villages îlots) et les routes deviennent impraticables

(on ne peut plus se déplacer qu'en pinasses et pirogues). La décrue commence généralement en décembre. Le fleuve Niger draine alors cette vaste zone humide qui retourne peu à peu à l'état sec. L'évaporation atteint des taux très élevés (Tmax jusque 45°C de mars à juin). Alors, seuls quelques mares ou lacs profonds contiennent encore de l'eau. La végétation qui persiste est fortement convoitée par le cheptel transhumant (plusieurs millions de têtes).

Les populations du DIN vivent avec le fleuve Niger. Ce dernier est un véritable berceau historique de vie. Le DIN est depuis des siècles un des principaux centres de peuplement de la région sahélienne. Les différentes ethnies qui y sont implantées exploitent traditionnellement le milieu naturel de façon complémentaire : les Peulhs sont des éleveurs, les Bozo/Somono des pêcheurs, les Bambara des agriculteurs.

Les sécheresses des années 1973 et 1984-85 ont affecté considérablement la confiance des populations dans leur écosystème. L'harmonie a cédé la place à la vulnérabilité. Désormais, comme le rapporte un dicton peulh, « le delta intérieur du Niger est une zone inondée où on peut mourir de soif ».

Aujourd'hui, malgré le potentiel énorme d'irrigation, la sécurité alimentaire n'y est pas garantie : les moyens, connaissances et techniques manquent encore pour acquérir une maîtrise des ressources naturelles plus efficace et intensifier les systèmes de production. Faute de points d'eau potable modernes et de bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement, les épidémies de choléra et d'autres maladies hydriques sont fréquentes.

LE PROJET GIRE-DIN

Le cadre référentiel de PROTOS se rapporte au concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) car il permet d'intégrer les valeurs d'équité, de durabilité et de participation dans ses actions.¹ Le projet Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Delta Intérieur du Niger (GIRE-DIN) est cofinancé par le **Fonds Belge de Survie (FBS)**. Son budget total atteint les **1 846 698 €**. Il est envisagé pour une durée de 5 ans (2004-2009). Quatre communes sont concernées. Dans chacune d'entre elles, le projet prévoit trois types d'interventions :

- la construction ou réhabilitation d'un minimum de soixante points d'eau potable ;
 - la réalisation de nouveaux systèmes d'assainissement (ouvrages, équipements et organisation) réduisant les états d'insalubrité (accompagnée d'un changement des comportements des populations en matière d'hygiène) ;
 - l'installation d'aménagements hydro-agricoles adaptés (revêtement des canaux, jardins maraîchers, mares) améliorant la sécurité alimentaire et la génération des revenus.
- Le projet poursuit d'autres résultats comme notamment :
- l'instauration d'une collaboration plus fonctionnelle des acteurs concernés selon un cadre institutionnel adapté ;
 - la recherche-action autour de la GIRE et la capitalisation des acquis et leur diffusion pour des actions de plaidoyer au niveau régional ou national.

Pour la mise en œuvre du projet, PROTOS a mis sur pied un comité de pilotage qui se réunit chaque année. La réunion

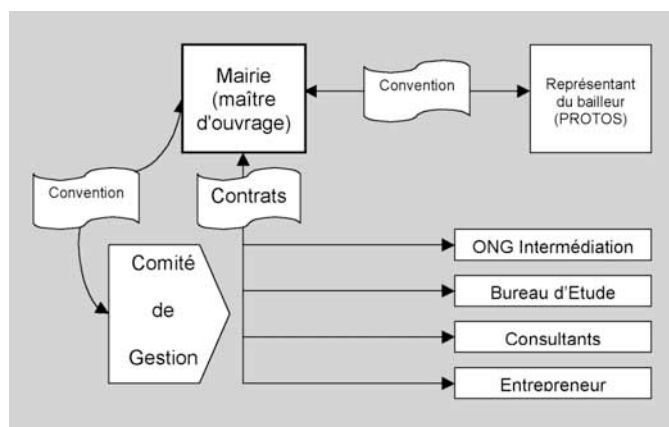
¹ Selon le Partenariat Mondial de l'Eau (PME), la GIRE est « ...un processus qui favorise le développement et la gestion coordonnés de l'eau, des terres et des ressources connexes, en vue de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social, sans pour autant compromettre la pérennité d'écosystèmes vitaux. » (Le PME est une initiative mondiale basée à Stockholm, qui a pour mandat le développement des réseaux et de la connaissance pour une meilleure gestion des ressources en eau.)

s'étend sur 2 ou 3 jours et est présidée par le gouverneur de Mopti. Les maires des communes partenaires, les différents services techniques régionaux, les représentants des ONG d'intermédiation sociale y sont conviés. Lors de cette réunion, la coordination de projet présente les résultats de l'année précédente (suivi des indicateurs), le comité formule des recommandations et un nouveau plan d'action annuel est adopté sur base des propositions issues des concertations communales.

Ce comité de pilotage fonctionne comme un cadre de concertation, regroupant à la fois les bénéficiaires et les intervenants techniques des différents sous-secteurs de l'eau. Il permet un regard externe sur le projet (coordonné par PROTOS) et s'assure de ce que les interventions sectorielles soient conformes aux politiques nationales de développement. Il veille également à ce que les actions s'inscrivent dans leur Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC).

La figure ci-dessous représente les relations :

- entre PROTOS et les communes (liées par convention de financement, de partenariat de maîtrise d'ouvrage) ;
- entre les communes et les différents prestataires de service.



La passation des marchés, la signature des contrats et le suivi d'exécution des prestataires reviennent alors aux communes. Au début, elles sont assistées par PROTOS. Pour le contrôle technique des constructions ou le suivi des séances de formation, les communes peuvent faire appel à l'ONG belge qui, au besoin, aura recours à des consultants externes pour des apais ponctuels.

Actuellement, le projet GIRE-DIN est en train de finaliser les infrastructures de la troisième année budgétaire du projet. Durant les deux premières années, environ 30 villages ou hameaux ont déjà bénéficié du point d'eau potable.

Des comités d'usagers sont élus et sont formés par les ONG pour gérer de façon quotidienne les ouvrages d'eau et rapporter semestriellement leurs résultats aux maires qui leur ont délégué cette gestion.

Dès ce mois de septembre 2007, le projet est étendu à 10 nouvelles communes.

LE PROJET S'APPUIE SUR LA VILLE POUR AIDER LA CAMPAGNE

Le projet GIRE-DIN cherche à renouer les relations entre la ville de Mopti et les communes rurales de Soye, Socoura et Kéwa. Pour des raisons évidentes (accès à l'électricité, aux moyens

de communication, la position centrale, la concentration des acteurs d'appui...), le bureau de coordination est implanté dans la ville de Mopti. De même, les acteurs d'appui au développement rural (animateurs des ONG, entreprises, bureaux d'étude, assistants techniques) se sont majoritairement installés en ville. La zone d'intervention s'étend majoritairement en milieu rural, mais cela n'exclut pas qu'une bonne partie du temps de travail se passe au bureau, en ville où il est également plus facile d'accueillir les maires, les entreprises, les ONG locales et les divers prestataires de services concernés.

Du fait qu'un volet d'intervention implique des actions concrètes en matière d'assainissement dans la ville de Mopti, la population de Mopti (100.000 hab) se sent également très impliquée dans le projet. Les micro-actions développées pour eux donnent également plus de légitimité et de crédibilité pour ce que nous faisons dans les communes rurales.

Le processus de décentralisation en cours au Mali pousse à une meilleure concertation entre autorités locales (élus) et les populations (électeurs) en vue d'une meilleure exécution du plan de développement local. Pour développer de manière efficace un nombre important d'infrastructures publiques, il faut accompagner les autorités locales dans la maîtrise d'ouvrages communaux. Pour réaliser ces derniers, elles doivent mettre en œuvre et respecter de manière efficace et transparente des procédures de passation de marchés publics. Il est important de créer des conditions favorables à ce que le secteur privé local se développe.

La ville de Mopti existe en tant que commune urbaine depuis 1956, avant l'indépendance même du Mali. L'expérience de la mairie de Mopti et de son service technique est assez riche. Ce savoir-faire a été d'un apport précieux dans les comités de pilotage et lors des premières réunions de mise en place du projet. La ville de Mopti a aidé PROTOS à s'installer et continue d'intervenir comme appui-conseil pour les autres communes rurales partenaires, qui sont par là encouragées à suivre l'exemple de Mopti pour développer les services communaux.

Une banque locale de Mopti offre des services de microfinance. Grâce à cette collaboration, les groupements d'exploitation des périmètres irrigués peuvent financer leurs campagnes agricoles (riziculture).

A la demande des maires des communes rurales et sur base des Plans de Développement Communaux, le projet devrait concentrer ses futures interventions sur l'approvisionnement en eau potable (chaque village/hameau disposera au minimum un point d'eau potable) et l'augmentation de la productivité agricole par l'installation des périmètres irrigués, des jardins maraîchers ou de l'aménagement des mares.

LA VILLE : UN EXEMPLE POUR LES VILLAGES

Le maire de Mopti a, quant à lui, demandé un appui de PROTOS en matière d'assainissement. L'évacuation des ordures et des eaux usées est la première préoccupation de la ville. Mopti est en effet le principal centre commercial du DIN (qui compte un million d'habitants). Un très grand nombre de visiteurs y affluent les jours de marché, ce qui a évidemment des conséquences sur la pollution des rues. Mopti avait encore il y a peu la réputation d'être la ville la plus sale du Mali ².

² Rappelons qu'une partie de la ville est construite sur des remblais (d'ordures) pour gagner du terrain sur la zone inondable (extension de l'île naturelle).



(Mali - Bac à ordure) PHOTO : PROTOS

Un concours « quartier propre » y a été organisé qui a permis de débarrasser la ville de près de 6000 tonnes d'ordures (soit environ 1000 camions). L'action a été répercutée par les radios locales et même la télévision nationale. L'apport des médias a permis de sensibiliser une grande partie de la population possible autour de la problématique des ordures et de l'assainissement.

Les villages du Delta sont également concernés, même si les commerces y sont encore peu nombreux. Il s'agit alors d'utiliser Mopti pour montrer l'exemple en matière d'assainissement avant que les mauvais comportements ne s'enracinent dans les communes rurales.

Des actions du type « ville propre » sont nécessaires dans pratiquement toutes les villes car nous constatons que l'usage des emballages en plastique est déjà assez répandu en zone rurale, surtout dans les gros villages où se tiennent des marchés hebdomadaires. Désormais, on retrouve des déchets plastiques jusque dans les champs (amenés par les vents) ; les petits ruminants en divagation en meurent (ils ne parviennent pas à les digérer)...

L'aide au développement doit stimuler à la fois le développement rural et le développement urbain dans une relation GAGNANT-GAGNANT. Une agriculture plus performante et un meilleur accès aux infrastructures, aux équipements et services de base (santé, éducation) dans les zones rurales limiteront l'exode rural par l'instauration de meilleures conditions de vie rurales.

En même temps, les écoles techniques et lycées des villes devraient être capables d'accueillir de jeunes élèves et étudiants issus du milieu rural et de fournir à moyen terme diplômés qualifiés (médecins, enseignants...) et des jeunes entrepreneurs qui pourront d'abord développer des technologies de transformation des produits agricoles et artisanaux. Ainsi, ils pourraient continuer à améliorer le marché de l'emploi, les services de base, tout en limitant la dépendance envers les importations (déficit commercial national : on importe plus qu'on exporte). ■■

→ PEUPLEMENT, URBANISATION, ÉCONOMIE RURALE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL : UN CADRE D'ANALYSE DÉMO-ÉCONOMIQUE ET SPATIAL

Jean-Marie Cour*

Un des principaux obstacles à la prise en compte réelle des interactions entre zones rurales et urbaines est l'absence de cadres conceptuels adéquats. L'approche démo-économique et spatiale apparaît comme un recours efficace pour percevoir l'influence du processus d'urbanisation sur les changements structurels de l'agriculture et de l'économie rurale.

Comme cela s'est passé en Europe et dans les autres pays développés, le progrès agricole dans les pays du « Sud » part des villes et du commerce et passe par l'émergence de leaders extérieurs au milieu, les projets agricoles ne jouant dans cette affaire qu'un rôle mineur. Sous l'impulsion du marché, une nouvelle société rurale, différenciée, s'installe et relie le milieu rural au milieu urbain et au monde extérieur.

Pour le comprendre et pour prendre la juste mesure des enjeux liés au peuplement (au sens de la croissance et de la redistribution de la population), commençons par rappeler quelques données démographiques essentielles, et pourtant trop souvent occultées. Cette entrée par le peuplement est la meilleure façon de prendre conscience des changements structurels que les politiques macro-économiques et sectorielles et les interventions des bailleurs de fonds doivent s'efforcer d'accompagner et non de freiner.

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET URBANISATION

La figure 1 présente l'évolution séculaire du peuplement mondial. A l'échelle de l'ensemble de la planète, la phase de transition démographique se traduit par un décuplement de la population totale et par une multiplication au centuple de la population urbaine.

La transition étant pratiquement achevée dans les pays classés comme développés, c'est dans les pays « en voie de peuplement » (PVP) que se concentre plus de 95% de la croissance démographique actuelle.

Dans ces pays, le milieu urbain accueille en moyenne plus de 80% de la croissance démographique totale. Leur population urbaine est aujourd'hui dix fois plus nombreuse que dans les années 1940, et elle doublera encore d'ici 2030, alors que, sauf exception, la population rurale continuera à croître pendant encore au moins une génération.

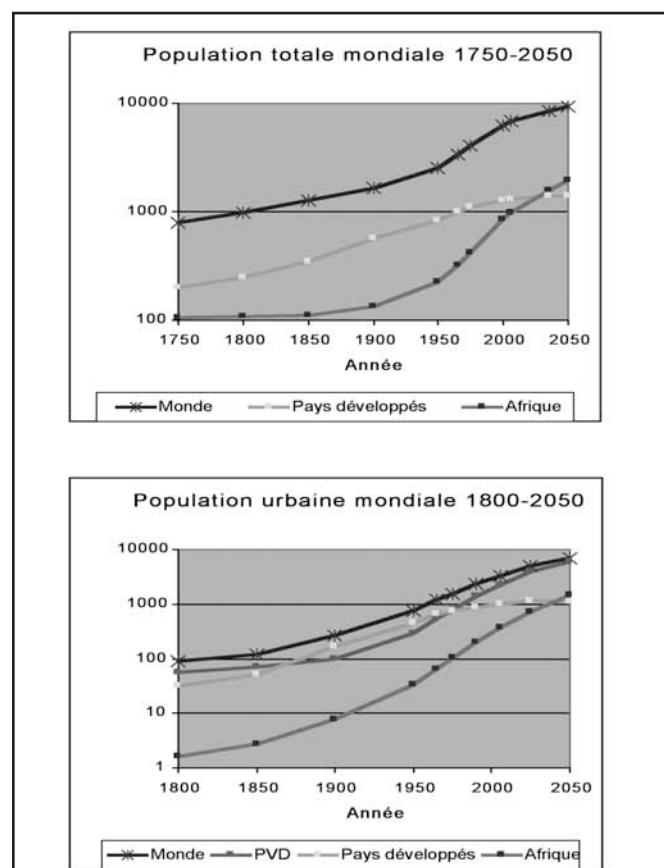
Plus la transition démographique d'une région est tardive, plus les rythmes de croissance correspondants sont élevés, et plus le niveau d'urbanisation initial est faible, plus la croissance urbaine est forte : 1 % d'émigration rurale dans un pays ayant 15 % d'urbains se traduit par un surcroît de croissance urbaine de 6%. Ainsi, en Afrique, c'est en moins d'un siècle (de 1930 à 2020) que la population totale aura décuplé et que la population urbaine aura centuplé. Les taux de croissance maxima, qui ont été atteints dans les décennies 1960-1980, y sont plus de trois fois plus élevés que ceux constatés un siècle plus tôt dans les pays développés. Sauf en cas de crises politiques et économiques généralisées, il faut s'attendre d'ici 2030 à un triplement de la population urbaine et à un décuplement des flux de per-

sonnes et de marchandises entrant et sortant de chacune des villes de ce continent.

Il faut bien distinguer la croissance urbaine, ou croissance de la population agglomérée, du processus d'urbanisation, qui signifie l'augmentation de la proportion de citadins dans la population totale, ou mieux du rapport entre le nombre d'urbains U et le nombre de ruraux R.

La croissance de la population des villes est à l'origine de changements dans la structure de l'activité des villes en question et engendre des économies d'échelle qui favorisent l'innovation et l'émergence d'entreprises plus productives, cependant que l'urbanisation (croissance du rapport U/R) traduit un changement de structure du peuplement, à la fois cause et conséquence du développement économique en général et plus particulièrement de la modernisation de l'agriculture, comme on le verra plus loin.

La croissance de la population ne peut évidemment pas s'opérer au même rythme dans tout l'espace. La population tend à se concentrer dans les régions les mieux dotées en ressources et les mieux intégrées, d'abord au marché mondial, puis aux marchés nationaux et régionaux. Comme cela a été le cas en Europe au siècle dernier, les villes jouent dans cette restructuration nécessaire du peuplement un rôle essentiel.



* Jean-Marie Cour, consultant. (Adresse Email : jeanmariecour@numericable.fr)

COMMENT LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET LES PAYS EN VOIE DE PEUPLEMENT RÉAGISSENT-ILS FACE À CE PROCESSUS D'URBANISATION ?

« Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, le secteur agricole est le seul secteur productif significatif... L'urbanisation croissante y est à l'origine d'une répartition géographique déséquilibrée de la population, qui ne fait qu'accentuer les conséquences négatives de la croissance démographique globale. Cette urbanisation rapide à laquelle on a assisté dans la région du Sahel a approfondi encore le fossé socio-culturel entre les villes et la campagne. Les villes en expansion rapide abritent une population jeune qui tourne le dos aux valeurs traditionnelles »¹.

La citation ci-dessus date en fait d'une dizaine d'années. Nombre de bailleurs de fonds ont aujourd'hui renoncé à enfourcher le dada du « biais urbain » si à la mode au cours des décennies 1970-90, mais ils n'en ont pas encore tiré toutes les leçons, comme le montre la baisse continue de l'aide totale par habitant des PVD consacrée aux infrastructures (figure 2).

Quant aux PVD, nombreux sont ceux qui persistent à mettre toutes sortes d'obstacles à la mobilité géographique et sociale de leur population, à lutter contre la « croissance excessive des villes » et à lutter contre l'exode rural supposé nuire à la sécurité alimentaire nationale.

Sauf recours à la violence, nul ne sait d'ailleurs comment stopper l'urbanisation. Mais on peut en aggraver le coût et les effets pervers en abordant ce processus à reculons et en n'y consacrant pas les moyens indispensables. Si effrayant qu'apparaisse le spectre de ces multitudes de nouveaux citadins, les PVD et leurs partenaires du « Nord » n'ont pas d'autre choix que de prendre acte du caractère irrépressible et nécessaire de la croissance urbaine et d'agir en conséquence.

Que devons et pouvons nous faire pour rendre ce processus de peuplement et d'urbanisation aussi efficace et soutenable que possible, et, à tout le moins, pour ne pas le gêner ?

POURQUOI EST-IL SI DIFFICILE D'APPRÉHENDER LES ENJEUX DU PEUPLEMENT ?

Si nous éprouvons des difficultés à raisonner sur les relations entre migrations et croissance économique, entre urbanisation et développement rural, et entre villes et « hinterland » (Urban-Rural Linkages = URL), c'est d'abord parce que, par commodité, nous avons pris l'habitude de découper le monde réel en

secteurs (agricole, non agricole) et en milieux (rural, urbain) et à raisonner séparément sur chacune de ces composantes. Ce faisant, nous perdons de vue la complexité du monde réel (dont les URL sont une manifestation) et la nature systémique du développement.

La plupart des relations de causalité entre variables que nous prenons en compte dans les modèles et qui servent à définir les politiques – telles que la relation entre revenus et dépenses des ménages, ou entre épargne et investissement – ne sont pertinentes qu'à une certaine échelle géographique ou à un certain horizon temporel et doivent être inversées si l'on change d'échelle et d'horizon.

Dans la plupart des documents de politique agricole et de développement rural, l'absence à peu près totale de référence au versant urbain du monde réel affaiblit manifestement la pertinence des analyses et constitue l'une des principales raisons du fort taux d'échec des projets agricoles. De même, les documents de stratégie urbaine se caractérisent par l'absence à peu près totale de référence au monde rural dans les matrices d'objectifs et de moyens à mettre en œuvre.

Une autre raison plus fondamentale tient au fait que l'économie du développement, inventée dans nos pays déjà peuplés et aménagés, est dans une large mesure :

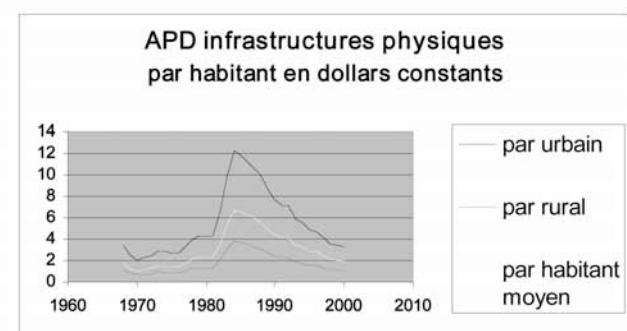
- *utopique*, (elle sous-estime l'importance de l'espace et des relations de voisinage entre agents) ;
- *désincarnée* (les modèles font intervenir la « force de travail » mais ignorent les personnes, et les agrégats qui en résultent sont pratiquement indépendants de la population et de sa répartition) ;
- « *démostatique* » (le peuplement est considéré comme une donnée plutôt que comme une variable de commande).

Or, la dynamique de peuplement exige qu'on s'occupe aujourd'hui des besoins engendrés par les villes et les villages de demain, faute de quoi les politiques tendant à résoudre les problèmes du moment, tels que la résorption des bidonvilles existants ou la lutte contre la pauvreté rurale, sont aussi inefficaces qu'un cautère sur une jambe de bois.

Une troisième raison tient à notre aversion pour les déséquilibres et les disparités : si le revenu moyen par habitant urbain est le double ou le triple du revenu des ruraux, c'est, pensons-nous, la conséquence de mauvaises politiques et du « biais urbain », de sorte que de meilleures politiques devraient permettre de résorber ces déséquilibres regrettables. Or, tant que le processus de peuplement n'est pas achevé, les relations entre territoires et entre villes et « hinterland » sont nécessairement déséquilibrées, et ces déséquilibres sont l'un des moteurs de la transformation structurelle.

Alors que faire ? La première chose serait de se défaire de ce paradigme utopique, désincarné et démostatique de l'économie du développement et de se doter d'un cadre conceptuel adapté au contexte des PVD. Un tel cadre doit impérativement rendre compte de l'évolution sur la longue durée du complexe « Population/Espace/Economie/ Changement Social et Politique », selon des modalités qui doivent évidemment tenir compte des spécificités de la région et des pays concernés. Illustrons la démarche sur le cas de l'Afrique.

Figure 2 : Evolution récente de l'aide publique au développement consacrée aux infrastructures et au développement urbain



¹ Extrait d'un document de stratégie rédigé par un bailleur de fonds européen.



(Niger - Marché de Kara Kara) PHOTO : COTA

L'APPROCHE DÉMO-ÉCONOMIQUE ET SPATIALE APPLIQUÉE À L'AFRIQUE

Plus encore sans doute que dans les autres régions, le processus de développement de l'Afrique se caractérise par :

- l'extrême mobilité du peuplement (les déplacements réels dépassent largement les soldes migratoires qui sont mesurés de loin en loin. Cette propension pour la mobilité, qui rend la croissance démographique plus soutenable, est aussi génératrice de tensions d'autant plus difficiles à gérer que le continent a été balkanisé) ;
- l'existence de fortes hétérogénéités spatiales, qui ont tendance à croître avec les migrations ;
- l'importance des coûts de transaction, qui résulte à la fois de l'immensité des territoires, des faibles densités de peuplement et d'activité économique et du sous-développement des infrastructures ;
- la priorité accordée à l'activité sur la productivité : les sociétés africaines se doivent d'accueillir les nouveaux arrivants, par la création d'activités que l'on qualifie d'informelles, et la croissance de la productivité du travail ne peut en général constituer qu'un objectif secondaire ;
- la présence très générale de la pluriactivité : de nombreux ménages ont un pied en ville et un pied au village, et partagent leur temps entre la production et le commerce, entre l'emploi salarié et une activité « informelle » ;
- l'importance des transferts entre ménages, et notamment entre villages et villes, qui facilite la mobilité et accroît la capacité de résistance aux chocs ;
- la coexistence de modes de fonctionnement de l'économie différents, des plus capitalistiques et extravertis à l'économie de subsistance non monétarisée, en passant par l'économie populaire ou informelle ;
- et l'importance de l'ingérence extérieure, contre laquelle ce continent balkanisé ne peut lutter, par exemple pour protéger ses marchés.

Le cadre conceptuel démo-économique et spatial a été pour la première fois formulé et utilisé systématiquement dans l'étude WALTPS (West Africa Long-Term Perspective Study) ².

L'ensemble des 19 pays s'étendant de la Mauritanie au Tchad constitue un espace de peuplement au sein duquel la population, qui sera passée de quelque 100 millions à 400 millions d'habitants entre 1960 et 2020, s'efforce de surmonter les obstacles à la mobilité imposés par les frontières politiques artificielles.

Le fil conducteur de l'analyse est l'évolution dans le temps de la matrice de peuplement : la population totale est répartie en divers milieux (urbain, rural, grandes et petites villes, zones enclavées et côtières...) et en diverses strates représentatives de modes et de standards de vie typés (à dominante agricole, informelle, moderne). A chacune de ces catégories de population est associé un comportement en termes de

demande (besoins en biens et services et besoins de revenus) et d'offre, l'une et l'autre différenciées selon les localisations et les modalités d'interaction, à l'aide de modèles spatiaux, et tenant compte des spécificités rappelées ci-dessus.

DEMANDE ALIMENTAIRE URBAINE ET TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE

Pour faire face aux besoins des consommateurs non producteurs de denrées alimentaires et autres produits d'origine agricole, le surplus que chaque agriculteur doit, en moyenne, mettre sur le marché au delà de son autoconsommation, ou « productivité agricole marchande », doit croître en première approximation comme le rapport U/R, ou plus exactement du rapport entre la population non agricole et la population agricole, soit, dans le contexte africain et compte tenu de l'amélioration de la ration alimentaire, de plus de cent fois en un siècle! Malgré la baisse structurelle des prix relatifs des produits agricoles et l'augmentation des coûts de production engendrés par l'intensification, le revenu monétaire net (hors autoconsommation) par agriculteur suit une tendance de croissance à long terme de 3 % par an, dans l'hypothèse où la balance des échanges de produits primaires entre la région et le reste du monde reste proche de l'équilibre. C'est grâce à cette augmentation continue du revenu monétaire net que les agriculteurs peuvent investir dans leur exploitation et se procurer les biens et services non agricoles, d'origine principalement urbaine : la croissance de la demande par agriculteur exige et rend possible la croissance de la productivité des agriculteurs et facilite l'intensification de la production agricole, en donnant naissance à une économie rurale de plus en plus intégrée à l'économie nationale.

² West Africa Long-term Perspective Study. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest ; pour préparer l'avenir, une vision de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020. Cour (J.M) et Snrech (S). OCDE/Club du Sahel. 1998.

Encadré 1 : Pourquoi les agriculteurs burkinabé sont-ils si pauvres ? Pourraient-ils être beaucoup plus productifs et plus riches ?
(Sous-entendu : ces pauvres burkinabé sont de piètres paysans. Envoyons leurs des vulgarisateurs et offrons leurs des projets agricoles pour les inciter à produire plus)

TAILLE COMPAREE DU MARCHÉ INTERIEUR			
	Burkina Faso	France	USA
Primaire en % de la main d'œuvre totale	92	5	3
Taille du marché intérieur par agriculteur	0,08	17	34
Taille relative (Burkina= 1)	1	209	410

La capacité des agriculteurs à répondre à la demande urbaine et leur propension à s'adapter aux sollicitations du marché ne sont évidemment pas les mêmes partout. La confrontation entre demande et offre agricole s'effectue dans un espace structuré par les réseaux de transport et de communication, avec des coûts de transaction et dans des conditions de compétition interne et externe qui sont très dépendants de la localisation.

Pour mesurer l'intensité des interactions entre les zones de production de denrées alimentaires, qui sont essentiellement rurales, et les lieux de transformation et de consommation de ces produits que sont les villes, on a créé un indicateur représentatif de l'intensité du « signal » émis par les villes en direction de l'espace rural. Cet indicateur, appelé « tension de marché », tient compte :

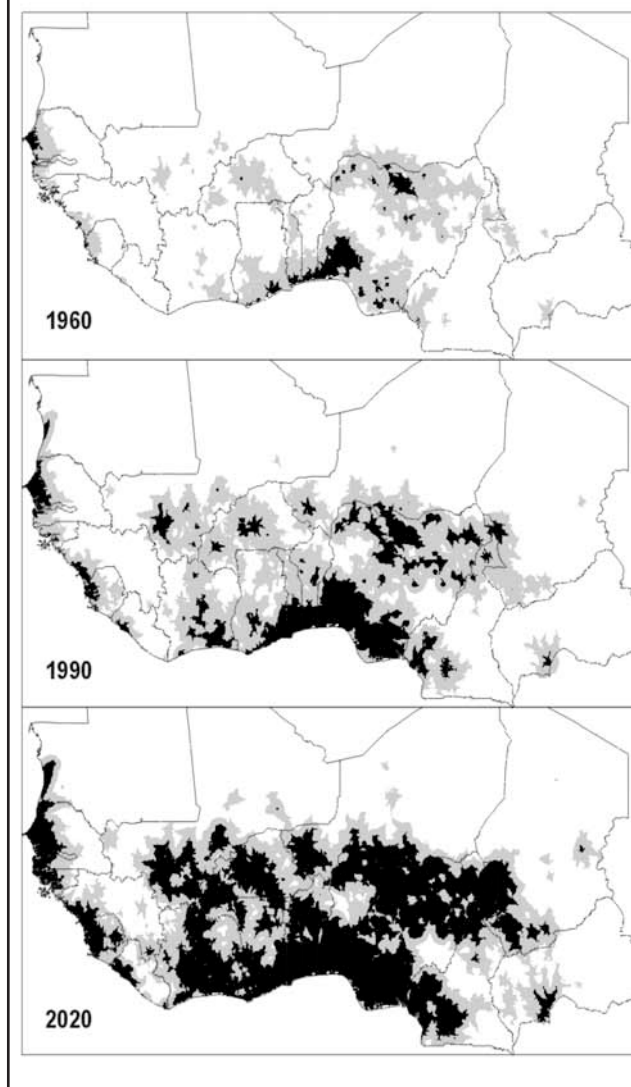
- du poids des différents marchés et de leur éloignement ;
- de l'hétérogénéité des coûts de franchissement des distances, due aux infrastructures, au relief, à l'hydrographie...;
- des conditions de l'offre de surplus de denrées agricoles (caractéristiques agro-climatiques, niveau de peuplement rural...);
- des effets de concurrence entre les différents marchés dans l'allocation de ces surplus ;
- de la concurrence des produits importés ³.

Les trois cartes de la figure 3 donnent une représentation schématique de la valeur de cet indicateur pour 1960, pour 1990, et pour l'année 2020. Les zones en noir sont fortement connectées au marché, les zones en gris le sont modérément, et les zones en blanc sont très peu connectées au marché, de sorte que le comportement des agriculteurs y est principalement déterminé par des considérations locales, telles que la sécurité alimentaire.

La comparaison entre les résultats du modèle de tension de marché et les données localisées existantes confirme la pertinence de ce modèle des tensions de marché, à la fois comme outil de description de la géographie agricole et rurale à un instant donné et comme outil d'interprétation et de prévision des transformations sur la longue durée.

La densité du peuplement rural est en effet bien corrélée avec la tension de marché : plus une zone est « exposée » au marché, plus sa densité de population est élevée. A l'échelle ouest-africaine, cette relation explique mieux les fortes variations de densité de peuplement que les critères agro-écologiques, qui n'interviennent de façon très significative qu'aux densités élevées de population. Et la production par hectare (ou rendement) et la production par habitant rural (ou productivité agricole) sont également étroitement corrélées aux « tensions de marché » : ces dernières permettent ainsi d'expliquer d'importantes différences de rendement et de productivité entre régions aux mêmes conditions agro-écologiques.

Figure 3 Evolution des tensions de marché en Afrique de l'Ouest



Les cartes de tensions de marché permettent en outre de visualiser les « bassins de marché ». On voit sur les cartes ci-dessus que, jusqu'à présent, les principaux marchés restent disjoints. Ils ne se connectent fortement qu'à l'horizon 2020, époque à laquelle la moitié du commerce agro-alimentaire portera sur des échanges entre pays de la région.

A l'échelle macro-régionale le marché, représenté par un ensemble de villes reliées par des réseaux de transport et de communication, est bien l'un des principaux moteurs de la transformation des systèmes de production ruraux et de la croissance de la productivité et des revenus des agriculteurs.

Encore faut-il que ce marché ne soit pas perturbé par le recours massif aux importations et à l'aide alimentaire. La pression extérieure est d'autant plus forte que le continent est « balkanisé », que les pays riches excédentaires en céréales et autres produits de base s'intéressent davantage à la conquête du marché africain qu'à l'aide proprement dite, et que la production de céréales

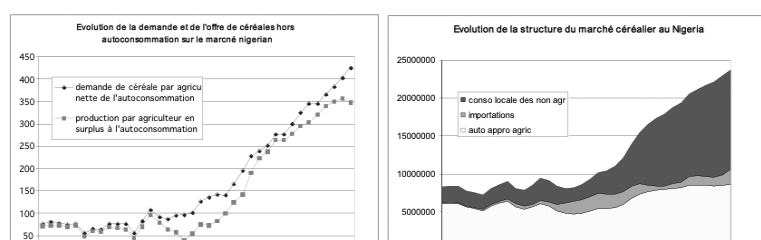
³ On pourrait encore ajouter les taxations et autres ponctions diverses qui jalonnent le parcours des marchandises (NdIr).

par agriculteur français ou américain est de l'ordre de mille fois celle d'un agriculteur africain. D'où la nécessité pour le continent africain d'assurer un minimum de protection de son marché alimentaire contre la concurrence extérieure (Voir l'encadré 2).

projet agricole installé en rase campagne, loin de toute ville et de tout marché, a peu de chance de survivre au départ des encadreurs.

Encadré 2 : De l'utilité de protéger son marché intérieur : le cas du Nigeria

Jusqu'au choc pétrolier de 1973, les importations nettes de céréales du Nigeria restent minimales, de l'ordre de 4 kg par habitant. A partir de cette date, l'argent du pétrole coulant à flot, le pays fait massivement appel aux importations de céréales pour satisfaire la demande urbaine dont la croissance dépasse 7 % par an. En 1981, les importations atteignent 30 kg par habitant. Le gouvernement réagit par un embargo complet sur les céréales qui déclenche une réponse de l'offre rapide et durable. Alors que le surplus par agriculteur est identique en 1980 à sa valeur de 1960, il va être multiplié par près de 5 entre 1980 et 1998, soit une croissance moyenne supérieure à 10 % par an.



Un examen plus attentif des rapports entre urbanisation et transformation agricole montre que la relation entre ces deux variables n'est pas linéaire. Tant que le niveau local d'urbanisation est inférieur à 20 %, une demande urbaine inférieure à 20 % de la demande agricole totale n'est guère perçue par les agriculteurs différemment de l'aléa climatique. Il faut que la demande urbaine effective (déduction faite des importations et de l'aide alimentaire hors marché) dépasse nettement ce seuil de 20 % de la demande agricole totale et que la collecte correspondante ne soit pas trop aléatoire pour que certaines exploitations prennent le risque de s'organiser en fonction du marché et de produire des surplus programmés, pouvant alimenter des circuits de commercialisation réguliers.

Quant à l'intensification de la mise en valeur agricole, c'est-à-dire le passage à des techniques de production plus élaborées, avec accroissement des rendements, elle n'intervient que dans une étape ultérieure du processus d'urbanisation, surtout en situation de relative surabondance de terre et de main-d'œuvre qui caractérise encore aujourd'hui la majeure partie de l'espace rural. En l'absence de contraintes foncières, une famille d'agriculteurs peut en effet dégager un surplus correspondant aux besoins alimentaires d'une autre famille. Donc, tant que le niveau local d'urbanisation ne dépasse pas environ 50 %, le surplus vivrier pour le marché peut croître sans transformation notable des systèmes de production agricole, c'est-à-dire avec les techniques traditionnelles, manuelles et sans consommation notable d'intrants. Ce n'est qu'au delà de ce seuil d'urbanisation de l'ordre de 50 % qu'une fraction notable des exploitations agricoles est incitée à adopter des méthodes de culture différentes, à productivité de la main-d'œuvre plus rapidement croissante (grâce à la mécanisation) et, si la contrainte foncière le justifie, à rendements croissants.

Par contre, dans les zones géographiques où le ratio population urbaine/population rurale varie peu dans le temps et dans l'espace, il est peu vraisemblable que les choix technologiques des agriculteurs évoluent rapidement, à moins d'un effort d'encadrement et de vulgarisation très soutenu et donc coûteux : un

QUE SE PASSE-T-IL EN MILIEU URBAIN ?

Les consommateurs urbains de denrées alimentaires sont-ils solvables ? Pour que la mécanique de l'approvisionnement alimentaire des villes par le milieu rural fonctionne, il faut à tout le moins que les consommateurs urbains aient les revenus nécessaires pour faire face aux dépenses alimentaires.

Malgré l'afflux continu de migrants relativement pauvres, le niveau moyen de productivité et de revenus de la population du secteur informel des villes africaines ne décroît pas, et reste plus de deux fois supérieur à celui du milieu d'origine (autre pays de la région, ou milieu rural). La relative stabilité des standards de vie au sein du secteur informel tient au fait que, lorsque la conjoncture se détériore, le rythme d'immigration net vers les villes se ralentit, et vice versa.

La productivité moyenne du secteur urbain informel ne pourra commencer à croître notablement que lorsque le processus migratoire se ralentira à la fois

du fait de la baisse du réservoir de migrants potentiels (rapport R/U) et de l'augmentation des revenus ruraux permise par la croissance du rapport U/R. Mais, pour encore plusieurs décennies, les interactions entre milieu urbain et milieu rural resteront durablement marquées par de fortes disparités de productivité et de revenu entre le milieu urbain et le milieu rural.

QUELQUES LEÇONS À RETENIR POUR L'APPUI AU SECTEUR PRIMAIRE ET AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET LOCAL

Anticiper les transformations prévisibles et souhaitables du peuplement

La mobilité géographique et sociale est la clef de la gestion du peuplement. La coopération internationale doit s'en convaincre et aider ses partenaires à assumer les conséquences des transformations structurelles inéluctables. Elle se doit aussi de ne rien faire qui entrave ces restructurations. Elle se doit enfin de tout faire pour que les règles du jeu de l'économie mondiale, qui sont pensées par et pour les pays déjà peuplés, tiennent davantage compte des contraintes propres aux PVD.

Mettre davantage l'accent sur l'organisation des marchés que sur la croissance de la production proprement dite

Il ne sert à rien de pousser à l'intensification ou à l'adoption de nouvelles technologies si celles-ci n'apparaissent pas comme évidemment profitables dans le contexte local. En revanche, ces changements interviendront spontanément si les circonstances s'y prêtent, c'est-à-dire quand l'augmentation de la production par unité de superficie est rendue intéressante, comme dans le cas des zones péri-urbaines.

Même dans les pays où la famine est récurrente comme l'Ethiopie, ce n'est pas la production qui est le problème n°1

mais le développement et l'organisation des marchés locaux et régionaux. C'est l'accroissement soutenu et régulier de la demande : accroissement de la demande urbaine locale d'abord, qui résulte de l'urbanisation (de l'évolution du rapport urbains/ruraux) ; accroissement de la demande régionale ou lointaine ensuite, les débouchés qu'il appartient aux «grands commerçants» locaux de démarcher et de maîtriser. C'est ce processus qui provoque la spécialisation de la production locale, en même temps que le grand commerce la permet, en assurant l'approvisionnement local en produits dont la production est localement abandonnée.

La conquête des marchés extérieurs est certes importante, surtout pour la balance des paiements. Mais, sauf exception, les cultures destinées à l'exportation au loin ne peuvent guère représenter plus de 10 % de la valeur ajoutée primaire et ne concernent qu'une fraction de la population paysanne. Le marché intérieur et régional est autrement plus porteur.

Inscrire les projets agro-pastoraux et ruraux dans le

« complexe primaire local »

La production primaire proprement dite n'est plus, en termes économiques, la composante majoritaire au sein du complexe primaire, constitué par les activités primaires et les activités plus en amont (intrants,...) et plus en aval (transformation, commercialisation,...) qui en découlent. Dans le delta du fleuve Sénégal, par exemple, ces activités amont et aval génèrent deux fois la valeur ajoutée créée par les activités primaires (agriculture, élevage et pêche). L'activité agro-pastorale ou primaire n'est pas (ou n'est plus) le «moteur» du développement local, au sens où l'augmentation de la production primaire entraînerait ipso facto celle du reste de l'économie locale. Autour de Bobo-Dioulasso, par exemple, la production agricole mécanisée a très vite dégagé des volumes importants de maïs que le « grand commerce » bobolais n'arrive pas à écouler ou à transformer (conserves, aliment de bétail). De même ce grand commerce se montre-t-il incapable d'écouler la production de mangues du «verger» du Burkina Faso qu'est le Kénédougou proche de Bobo, ou la production périurbaine de légumes.

Pour être efficace, une stratégie de développement local doit donc penser dans une même démarche la conquête des dé-

bouchés (ou leur défense), les programmes d'appui aux producteurs, aux commerçants et aux « transformateurs » urbains – filière par filière et globalement.

Donner une dimension spatiale aux stratégies de développement local

La dynamique géographique du développement dépend, naturellement, du potentiel agro-climatique local, des sols, de la topographie, plus ou moins favorables à l'utilisation de moyens mécaniques. Elle dépend aussi de la transformation du peuplement (local et plus lointain) et de la situation par rapport aux

marchés urbains, relais de presque tous les échanges entre la campagne et la ville - y compris pour les produits d'exportation. La combinaison de ces différents facteurs, évolutifs, commande donc une stratégie de développement différenciée dans l'espace local, à l'appui des dynamiques qui sont à l'œuvre.

Mettre les villes et les projets urbains au service du développement local.

La ville joue naturelle-

ment un rôle dans les transformations de son « hinterland ». Il est essentiel qu'elle ait les moyens de jouer ce rôle avec le maximum d'efficacité.

Pour que la ville joue son rôle de moteur de la transformation de son « hinterland », il faut d'abord que tous les acteurs y croient et ne voient pas dans l'urbanisation la conséquence de mauvaises politiques ou d'un quelconque biais urbain et dans le développement du « secteur informel » la conséquence de l'insuffisance de l'emploi formel, ou « moderne ». Ce « secteur informel » n'est pas un secteur de survie, destiné à disparaître avec le développement, mais le mode majeur du développement local d'une économie de type préindustriel.

Il faut que les villes, et plus particulièrement les villes moyennes, s'impliquent dans l'équipement de leur « hinterland », et que les opérateurs privés urbains s'impliquent dans l'économie agricole et pastorale et dans les échanges commerciaux entre ville et milieu rural.

Pour assumer tout cela, il faut que, grâce à la décentralisation, les collectivités locales soient en mesure de mobiliser davantage de ressources pour le développement local et que les budgets urbains se hissent à la hauteur de l'économie locale. Mais ceci est une autre histoire ⁴...



(Niger - Marché de Kara Kara) PHOTO : COTA

⁴ Voir à ce sujet le programme ECOLOC (Relance des économies locales en Afrique au sud du Sahara) mis en oeuvre par le partenariat pour le développement municipal (PDM) basé à Cotonou (Bénin) avec l'appui de plusieurs bailleurs bilatéraux dont la France et de l'OCDE (club du Sahel). (A propos d'ECOLOC voir aussi dans ce numéro l'article de Boureima Ouedraogo.

→ DÉVELOPPEMENT LOCAL : SORTIR DU CLOISONNEMENT RURAL/URBAIN POUR CONSTRUIRE DES DYNAMIQUES INTERDÉPENDANTES

*Boureima Ouedraogo**

Aux cloisonnements sectoriels et spatiaux, il faut préférer une perspective globale de recherche et de promotion des facteurs susceptibles d'engager les différentes composantes socioprofessionnelles dans une dynamique de partenariat et d'appropriation sociale des initiatives d'amélioration des conditions de vies des populations.

L'approche du développement par le local est souvent considérée comme un processus de promotion d'une plus grande « égalité des chances de développement » entre les différentes communautés et régions du territoire. Elle se veut une dynamique permettant d'engager un partage effectif des pouvoirs et des moyens pour inciter les communautés de base à mettre en valeur leurs terroirs et d'améliorer la fourniture de services de proximité, de rendre effectives des dynamiques sociales et endogènes d'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour les « développeurs », il s'agit de rechercher et promouvoir des alternatives aux échecs des politiques publiques nationales inspirées des pré-déterminés de l'économie mondiale, lesquels ont montré leurs limites à induire un type de développement durable et maîtrisable par les populations. Depuis quelques décennies, bailleurs de fonds, ONG de toutes natures confondues, experts et techniciens du développement, chercheurs et Etats conviennent tous que ces politiques publiques de développement se sont révélées trop technicistes (dans leur conception et leurs méthodes) et technologiques (dans leurs outils d'intervention) »¹.

Forts de cette conviction, des espaces locaux (ruraux ou urbains) ont été investis par divers projets et programmes de développement local avec des approches sectorielles diverses (gestion des terroirs, microcrédits, formation de groupements paysans ou des élus locaux, alphabétisation, promotion et valorisation des produits locaux, cultures de rente, etc.). Certains se positionnent dans le rural et d'autres sur le développement des villes.

L'approche du développement local a l'avantage de rappeler cette vérité simple : « on ne développe pas les gens, les gens se développent ».

Une telle vision se fonde sur « l'hypothèse que l'impulsion du développement ne devrait plus venir du « sommet », de l'Etat et des macro-politiques, mais au contraire de la base, du citoyen, de l'entrepreneur, de la petite entreprise, de l'économie populaire »². Il s'agit de repenser l'action publique et son efficacité en partant du local comme espace territorial de légitimation et d'appropriation sociale des initiatives de développement.

Mais au-delà du champ géographique, que l'on se positionne sur le monde rural ou la ville, l'important est que les acteurs locaux, publics et privés, puissent disposer d'un niveau d'information suffisant et d'espaces d'expression et de mise en commun de leurs savoirs et savoir-faire afin d'inscrire leur action dans la durée dans un cadre cohérent et prospectif.



(Burkina Faso - Une impasse du vieux Bobo) PHOTO : COTA

DES ALTERNATIVES AUX SCHÉMAS PRÉCONÇUS ET IMPORTÉS ?

Les schémas globaux de développement proposés par les institutions internationales (objectifs du millénaire pour le développement – OMD – gestion des ressources PPTE, cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté), mettent l'accent sur la construction des infrastructures (des écoles, des centres de santé, des forages, des retenues d'eau, des gares routières, des marchés, des abattoirs, des parcs de vaccination, des caniveaux, des aménagements hydro-agricoles), les transferts de technologies, etc.

* Assistant à la Mutualisation, chargé d'animation de Réseaux et de communication
Laboratoire Citoyennetés (ACE-RECIT).

1 R. A. SAWADO, « Exposé introductif à la session sur la participation des populations du 4ème Sommet des gouvernements locaux d'Afrique », Nairobi (Kenya) du 19 septembre 2006.

2 Y. Mathijs, « Gouvernance – Décentralisation – Citoyenneté (GDC) : Eléments contextuels de la GDC au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, Zürich, juillet 2004.

Ces investissements s'accompagnent de processus de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de gestion et de planification du développement et de responsabilisation des populations. De nombreuses initiatives de développement local, aussi bien en milieu rural qu'urbain, s'inscrivent dans cette mouvance.

Les acteurs engagés dans ces processus s'investissent, généralement, dans des approches sectorielles et couvrent des zones géographiquement circonscrites soit en campagne ou en ville. Sans remettre en cause leur utilité sociale, les projets et programmes conçus dans cette dynamique, contribuent à davantage cloisonner leurs actions dans leurs zones de couverture et les secteurs d'intervention. Mieux, ces interventions sont souvent dirigistes et n'emportent l'adhésion des acteurs que pendant la durée de l'intervention ou de l'investissement. Or, pour être à la hauteur des ambitions et des objectifs qu'ils se sont assignés, les programmes et projets de développement local doivent s'appuyer sur des dynamiques sociales réelles. Cela suppose au préalable, une mobilisation des populations à la base, une définition et une compréhension claires des rôles et responsabilités, la construction de partenariats entre la diversité d'acteurs locaux et externes, la participation effective de toutes les composantes sociales au processus (élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'exécution des initiatives de développement local). Ces dynamiques sociales dépassent très souvent les frontières d'un village, ou d'une ville et s'étendent sur des espaces plus grands organisés en bassins de vie entretenant des réseaux d'échanges et des alliances diverses, bref, des relations d'interdépendance.

ECOLOC

Le programme ECOLOC initié et développé par le « Partenariat pour le développement municipal » (PDM)³ en relation avec le Club du Sahel Afrique de l'Ouest (OCDE) apparaît comme l'une des démarches novatrices qui apportent une alternative au cloisonnement rural/urbain dans le cadre du développement local. En effet, ECOLOC postule que « l'urbanisation est un moteur du développement économique en ce que la ville est le pôle d'animation d'une économie locale qui relie intimement les centres urbains à leur hinterland rural. »⁴

Cette démarche vise à introduire une dimension économique dans les processus de décentralisation en Afrique. A travers une démarche en trois phases, le programme ambitionne de contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des économies locales et, par là, à la définition d'un cadre de cohérence du développement local.

La démarche ECOLOC construit dans un premier temps l'information de base sur le fonctionnement de l'économie locale [phase d'étude] ; à partir de cette information de base, les acteurs locaux peuvent entreprendre dans un second temps une négociation [phase de dialogue] en vue de la définition d'une vision à long terme du devenir de l'économie locale et de l'élaboration suivant un processus participatif, d'un plan de développement économique local, fixant les étapes à court et moyen termes pour la réalisation de la vision choisie [Phase de mise en œuvre]. »⁵

ECOLOC se présente donc comme un processus de construction concerté du développement local avec, comme site principal, la ville et une extension à toute sa sphère d'influence économique ou son hinterland rural. Un tel processus recommande une souplesse dans l'utilisation des outils en tenant compte des réalités de chaque collectivité locale, en les

adaptant aux contextes sociopolitiques et institutionnels.

L'analyse de la démarche⁶ montre cependant certaines faiblesses pouvant peser dans les possibilités ultérieures de réappropriation des résultats et de mobilisation des ressources locales lors de leur mise en œuvre. On peut retenir entre autres :

- un « arpentage » des problématiques communales réduit aux *dimensions économiques et spatiales*⁷ ;
- une catégorisation des acteurs reproduisant une certaine *logique hiérarchique* non explicitée ;
- des procédures de *décision* dont le schéma se reproduit aux différentes étapes (le groupe d'appui propose, le comité ECOLOC valide et le conseil municipal acte) ;
- un *dialogue social* qui apparaît *très indirect*, car passant par la médiation d'acteurs intermédiaires, et notamment, en dernière instance du groupe d'appui, qui « traduit » en termes de propositions (de vision, de programme) ce qu'il a capté des aspirations et idées exprimées par les acteurs locaux à travers le relais des groupes de dialogue ou l'exploitation des enquêtes ;
- un temps relativement court (environ 10 mois) pour réaliser des études prospectives, engager un dialogue et élaborer un plan programme de développement local qui engage l'avenir des populations sur 15 à 25 ans et emportant leur adhésion.

Les différentes expériences conduites au Burkina Faso, ont donné des résultats pour le moins mitigés. Après les deux premières phases, la mise en œuvre se révèle un parcours du combattant. Les collectivités locales qui ont bénéficié de ce programme ne semblent pas véritablement s'inspirer de ses résultats dans l'élaboration de leurs plans communaux de développement (PCD).

Tout comme les autres approches, les limites du programme ECOLOC sont entre autres de proposer aux acteurs des outils et démarches clés en mains sans leur donner ni le temps ni les moyens de se les approprier et de les adapter à leurs contextes politiques et institutionnels.

INSCRIRE LE DÉVELOPPEMENT DANS UNE PERSPECTIVE GLOBALE DE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE

Pour être durable, le développement doit prendre appui sur l'adhésion et l'appropriation par les populations des projets et programmes visant à leur donner les moyens de se sortir de la pauvreté et d'élargir leurs capacités d'initiatives. Il apparaît donc important d'inscrire le développement local dans un processus plus global de définition de règles et de mécanismes de gouvernance conformes aux aspirations des communautés. En cela, les réformes de la décentralisation en cours en Afrique de l'Ouest, offrent une opportunité de repenser le développement local.

3 www.pdm-net.org

4 Termes de référence de stage d'habilitation en comptes économiques locaux, PDM, avril 2007.

5 Idem.

6 L. Barbedette, « Mieux connaître la réalité de l'exploitation familiale ouest-africaine », 2004.

7 Voir dans ce numéro, l'article de Jean-Marie Cour.

Le défi majeur de ces réformes politiques et institutionnelles est de créer les conditions d'une transformation profonde des modes de gestion des affaires publiques en mettant l'intérêt général au centre de toute politique, de redonner confiance et espoir aux communautés à la base en leur conférant l'autonomie et les moyens pour édifier des cités nouvelles en partant de leurs savoirs et « savoir-agir », tout en restant ouvertes au reste du monde à travers les relations de partenariats et la coopération décentralisée. L'objectif étant d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques locales, des processus développement endogène.

Il faut élargir les approches classiques du développement en intégrant les spécificités locales, les principes que connaissent toutes les sociétés et auxquelles elles aspirent, à savoir la légalité (respecter ce qu'on a convenu de faire), la légitimité (impliquant l'adhésion et le contrôle), la responsabilité (obligation de répondre de ses paroles, de ses décisions, de ses actes ; chacun est responsable en proportion du pouvoir qu'il détient), la « redevabilité », la transparence, la lisibilité, la régulation et l'arbitrage, la prévisibilité.

Il s'agit à terme, de favoriser l'émergence d'une nouvelle façon de penser l'action publique locale au plan économique, politique et social en partant des aspirations collectives. D'où la nécessité d'« *aider les décideurs à tout niveau dans leur rôle de régulation des actions et initiatives décentralisatrices, et pour aider les acteurs du développement local à mieux cerner leur rôle et à investir le champ politique local* ».⁸

En d'autres termes, il est important de réinterroger les mécanismes de régulation sociale pour les rendre compatibles avec les échelles de valeurs (et de territoires) et susceptibles d'offrir un cadre stimulant les initiatives citoyennes des populations ; de réfléchir sur des modes de gouvernance aptes à nourrir la quête permanente de mieux-être des populations, à servir de référence comportementale et à procurer le sentiment d'appartenance à une communauté de destin. On peut ainsi espérer parvenir à une gouvernance légitime, pensée et mise en œuvre par les collectivités locales à partir de leur histoire, de leurs valeurs et de leurs réalités.

Partant de ce postulat, les investissements du Laboratoire Citoyennetés de 2001 à 2004 (sur des espaces communalisés mais également « communalisables ») ont permis de dégager trois clefs d'appréhension des dynamiques sociales en cours dans les cités africaines :

- la négociation des règles (mécanismes de coopération et de coordination sociales),
- le renforcement de liens sociaux (l'intégration des couches marginalisées au lieu de leur exclusion),
- les services attendus de la cité par ses populations.

Il ressort de ces travaux que le plein exercice de la citoyenneté comprise comme un sentiment d'appartenance à une communauté de destin et l'adhésion des populations aux initiatives de développement local, dépend de la capacité de la cité à offrir



(Burkina Faso - Vue de Ouagadougou) PHOTO : COTA

des services de qualité, accessibles et équitables à ses membres. Aussi, le Laboratoire a-t-il opté de concentrer son action (son programme triennal 2006 – 2008) à l'appui à l'amélioration des services publics locaux dans 4 pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina, Mali, Niger).

L'accès aux services publics de base comme porte d'entrée à la citoyenneté condition d'adhésion et de participation aux initiatives

de développement

Le consensus international autour de la pertinence du niveau local comme le meilleur cadre d'organisation, de production et de fourniture du service public aux populations semble aujourd'hui établi⁹.

Reconnue comme le niveau pertinent de dialogue, de participation et de contrôle citoyen de l'action publique, la collectivité locale décentralisée s'affirme aujourd'hui comme l'espace territorial qui permet l'intégration de la diversité de composantes sociales dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

La capitalisation de la phase exploratoire du programme de recherche-action du Laboratoire¹⁰ a permis d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser les résultats en vue de déterminer quelques grandes catégories d'enjeux permettant de travailler sur la recherche de pistes d'actions.

En mai 2007, un atelier de capitalisation¹¹ a retenu cinq pistes d'actions (Cf. encadré suivant) pour améliorer les capacités d'offre de services publics à l'échelle locale. Trois critères ont prévalu pour définir les enjeux :

- qu'ils soient partagés par les différentes catégories d'acteurs,
- qu'ils soient articulés aux chantiers en cours,
- qu'ils débouchent sur des actions possibles.

8 Extrait du préambule aux statuts de "l'Association Construisons Ensemble/Recherche sur les Citoyennetés en Transformation" (ACE/RECIT aujourd'hui Laboratoire Citoyennetés), Ouagadougou, 28 avril 2003. L'association ACE RECIT a été constituée le 30 avril 2003.

9 Conclusions des débats à la session sur « Repenser l'accès aux services de base » du 18ème sommet des gouvernements locaux Africités 2006, Nairobi, septembre 2006.

10 Ce programme est une initiative partenariale avec la SNV Afrique de l'Ouest et du Centre, les Bureaux nationaux de la SNV (du Bénin, du Burkina, du Mali et du Niger), le LASDEL (Niger et Bénin), l'ISH (Mali) et les communes sites.

11 Au terme de cette première phase exploratoire, un atelier de deux jours a permis aux acteurs du programme de mutualiser les résultats des recherches et les perspectives futures. Il a été suivi, le 24 mai 2007, d'une journée de partage des conclusions avec les parties prenantes aux processus de réformes des quatre pays concernés – associations de municipalités, ministères chargés de la tutelle, ministères chargés des réformes, partenaires techniques et financiers – et d'autres représentants de la communauté des chercheurs.

LES CINQ PISTES D'ACTION RETENUES LORS DE L'ATELIER DE CAPITALISATION

• La gestion du politique à l'échelle locale et les formes d'intégration des politiques dans les actions du développement

Du fait de la complexité des arènes locales de pouvoirs, les élus locaux évoluent dans des situations où ils ne sont pas des acteurs dominants. Bien au contraire, ils se retrouvent en concurrence avec d'autres acteurs dans le leadership local.

Or la maîtrise du champ politique constitue une piste pour travailler davantage et mieux aider les municipalités à connaître leur rôle et asseoir leurs actions pour plus d'efficacité dans la fourniture de services publics et partant, dans la coordination des initiatives de développement.

• La place de l'utilisateur ou du citoyen dans le processus de délivrance de services publics.

Les résultats des recherches montrent des phénomènes de survalorisation et d'exclusion, de manière contradictoire, de l'utilisateur dans l'accès et l'expression de la demande ou des modalités de production de l'offre de services.

Les activités produites par le service influencent également la confrontation offre/demande, dans la mesure où elles sont soit axées sur l'infrastructurel, soit sur le renforcement de capacités, rarement les deux en même temps. L'histoire du service, sa dynamique interviennent aussi dans les rapports entre usagers.

• La question du financement du service public.

Il y a une multiplicité d'acteurs dans l'offre de services publics à l'échelle locale. Cette multiplicité d'acteurs renvoie aussi à de nombreuses formes de financements qui ne sont pas toujours maîtrisées par les élus locaux.

A cela s'ajoute la nécessité de mobiliser des ressources fiscales locales pour financer le service public d'où le débat en termes citoyenneté/ fiscalité, citoyenneté/ solidarité locale, citoyenneté républicaine/ communautaire, etc. La recherche et la mobilisation des ressources pour soutenir le financement du public et assurer une continuité dans la délivrance au lieu des interventions ponctuelles des projets et des ONG est une impérieuse nécessité pour les collectivités locales.

• Les relations Local-national.

Le national n'a pas encore transféré toutes les compétences aux communes, ni les budgets en proportion des prérogatives prévues par la loi. La commune ne dispose donc pas des moyens pour gérer le système politique local généré par la confrontation entre l'offre de service et la demande. Les finalités du système de service, elles aussi, sont généralement déterminées par ailleurs, en dehors de l'espace et du contexte de délivrance du service.

Les municipalités ou les communes ont d'énormes compétences sur le papier mais sans moyens réels de les exercer. Il est donc nécessaire d'engager un processus de plaidoyer avec les administrations déconcentrées, les institutions de prise de décision comme les parlements, les gouvernements, les groupes de pressions au niveau de la société civile, etc.

• Les appuis extérieurs.

L'aide internationale a tendance à engendrer une massification des infrastructures (écoles, dispensaires, forages) mais à limiter les possibilités de les entretenir localement par toute une série de conditionnalités budgétaires.

Différentes organisations bilatérales, multilatérales de coopération décentralisée et autres interviennent dans l'appui aux collectivités locales soit en renforcement des capacités, appui institutionnel, élaboration de programmes de développement communal, suivi-évaluation, etc.

Dans beaucoup de cas, les stratégies de renforcement de capacités interviennent sur des ressources humaines ayant une formation de tellement bas niveau que ce qu'on apporte en termes de renforcement dépassent leurs capacités d'absorption.

L'appui aux collectivités doit aussi prendre en compte des formations au leadership.

En définitive, la capitalisation de la phase exploratoire a permis de dégager un cadre systémique pour l'action et une grille d'aide à la décision.

Au-delà de l'approche par le service public, cette expérience laisse transparaître en arrière plan que la réflexion sur le développement local doit prendre en compte le niveau d'urbanisation ou de ruralité de la zone d'intervention, l'histoire locale, des catégories socioprofessionnelles en présence, la gestion du politique, les interférences et les influences extérieures à la collectivité concernée.

Ce sont, entre autres, autant de facteurs essentiels dont la maîtrise constitue un préalable à une adhésion et à une participation effective des communautés aux actions de développement ainsi qu'à leur appropriation des résultats.

Du reste, dans les contextes africains, il apparaît difficile de penser la ville indépendamment de la campagne ou inversement. Les travaux de recherche-action du Laboratoire sur l'agriculture urbaine dans la ville de Ouagadougou sont assez illustratifs à ce sujet. En effet, « *cette activité montre que « la ville africaine, comparativement à la ville occidentale, n'est pas un endroit par excellence où ne s'exercent que des activités d'ordre administratif, commercial ou industriel : on y trouve également une vie agraire* »¹².

Le phénomène interpelle ensuite par ses raisons d'être qui sont en relation avec les difficultés d'exister, de vivre, voire de survivre dans nos villes africaines « vulnérabilisées » par une croissance démographique accélérée et une paupérisation croissante.»¹³

A cela, on peut ajouter l'élevage qui pose également avec acuité la difficulté de mise en œuvre des plans stratégiques d'assainissement et de gestion des déchets dans beaucoup de villes africaines. Il en est de même pour les travaux de recherche sur l'assainissement dans les communes de Reo et Boromo (au Burkina)¹⁴ et Say (au Niger).

On peut également prendre en considération la spécificité de certaines collectivités locales comme les Aguégou au Bénin, dont le caractère lacustre intègre d'autres exigences en matière de développement local.

En tout état de cause, les investissements pour le développement local doivent s'appuyer sur une connaissance fine des contextes et réalités, des dynamiques et forces en présence, des réseaux, des interdépendances, etc.

Loin d'être un simple processus de vulgarisation et d'appropriation des stratégies et schémas préconçus de promotion socioéconomique des communautés à l'échelle d'un espace socialement et géographiquement circonscrit, le développement local repose sur la nécessité d'arrimer la construction du devenir des collectivités humaines à une réelle vision et volonté politique de construire avec les principaux acteurs concernés, les grands axes porteurs de changements politiques, économiques et sociaux. ■■

12 K. Golhor, « Agriculture urbaine en Afrique tropicale : évaluation in situ pour Initiative Régionale », 1995.

13 B. OUEDRAOGO, « Agriculture urbaine et ville citoyenne : le cas du maraîchage à Ouagadougou, Labo Citoyenneté, décembre 2004.

14 Jean-Pierre Jacob, Peter Hochet, 2007, Etat et contexte de la fourniture de services publics dans la commune urbaine de Boromo (province des Balé), 1ère partie, Synthèse des résultats, Ouagadougou, SNV/Laboratoire Citoyennetés, 63 p.

→ DES LÉGUMES ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

Marie Legrain*



(Cambodge - Paysans au travail) PHOTO : ADG

Les campagnes cambodgiennes, encore marquées par le régime génocidaire Khmer Rouge, peinent à se sortir d'une situation de pauvreté extrême qui semble même s'empirer ces dernières années. 85% de la population khmère y vit et les activités agricoles constituent sa principale source de revenu. Dans ces conditions, les problèmes de développement rural constituent un facteur essentiel dans le développement général du Cambodge. Mais l'essor de Phnom Penh peut servir de levier...

La mise en place d'activités agricoles diversifiées représente un véritable enjeu pour l'essor des communautés villageoises. Aujourd'hui complètement tributaires de leur récolte de riz annuelle pour subvenir à leurs besoins, nombreux sont les agriculteurs qui, face à une mauvaise récolte, doivent se résigner à vendre leur rizière. Sans autre source de revenus, ils sont alors contraints de réaliser des emprunts financiers auprès d'organismes bancaires ou de partir, au mieux en ville, au pire comme ouvrier clandestin en Thaïlande.

Le génocide Khmer Rouge a induit une perte importante de savoir-faire dans de nombreux domaines. L'agriculture n'ayant pas été épargnée, rares sont les fermiers ayant la capacité de développer une alternative viable. La maîtrise technique dans

des domaines tels que la production de légumes, le petit élevage ou la pisciculture est très faible. Même la culture de riz se fait sur base d'habitudes ancestrales, sans beaucoup de place à l'innovation technique.

Phnom Penh, capitale du Cambodge, connaît quant à elle un essor important dû essentiellement au tourisme¹. Les hôtels et restaurants de luxe de la capitale se développent année après année pour répondre à une demande touristique croissante en quantité et en qualité.

TROUVER DES REVENUS COMPLÉMENTAIRES EN APPROVISIONNANT LES HÔTELS ET RESTAURANTS

Au départ de ce double constat, la production de légumes a été envisagée afin de répondre à un besoin d'activités agricoles génératrices de revenus complémentaires pour les populations paysannes d'une part, et d'autre part, à un besoin d'approvisionnement en produits agricoles de qualité exprimé par les hôtels et restaurants de Phnom Penh.

Le Peri Urban Agricultural Centre (PUAC) est un projet qui appuie une association d'agriculteurs Khmers

produisant et commercialisant des légumes de type européen de qualité dans la Province de Kampong Speu.

Les légumes frais de haute valeur ajoutée sont produits à une cinquantaine de kilomètres de Phnom Penh et commercialisés auprès des hôtels et restaurants de haut standing de la capitale. Par la mise en place d'un système de rémunération équitable pour les agriculteurs, cette activité présente l'avantage de générer des revenus nettement plus importants que la production de légumes locaux. De plus, par le biais des formations et du suivi quotidien par une équipe de techniciens, les connaissances techniques des agriculteurs sont enrichies en mettant un accent particulier sur l'utilisation raisonnée des produits chimiques, problème majeur de santé publique au Cambodge.

Les atouts du projet vis-à-vis des hôtels et restaurants se situent dans la valeur qualitative des légumes fournis, leur diversité, leur approvisionnement constant, l'absence de résidus de pesticides et enfin, pour certains, la dimension sociale de la démarche. C'est grâce à ces critères que les productions du projet sont compétitives par rapport aux importations massives de légumes provenant de Thaïlande ou du Vietnam. Ces importations sont irrégulières car elles sont fonction des surplus existant dans les pays exportateurs ou des refus en raison de résidus de pesticides trop élevés. Cette irrégularité fait varier énormément les prix du marché et ce souvent de manière imprévisible.

Afin de répondre à ces différents critères, l'unité de production travaille avec une centaine d'agriculteurs associés et propose toute l'année, près de 20 types de laitues, 7 herbes aromatiques différentes, des tomates ainsi que des tomates cerise. A cela s'ajoutent, plus irrégulières, les productions de racines (carottes) et de quelques fruits et légumes tels que des concombres, des oignons, des courgettes, des melons et des pastèques. L'ensemble de ces productions horticoles représente, pour l'ensemble de l'année 2006, plus de 29 tonnes achetées aux agriculteurs à un prix juste.

CONTOURNER LES DIFFICULTÉS

Outre la maîtrise difficile des itinéraires techniques et les aléas climatiques difficilement contrôlables jouant sur la diversité et la constance des productions, le critère de la qualité est extrêmement difficile à faire entendre aux fermiers qui ont l'habitude de produire pour le simple fait de manger et qui ne comprennent pas en quoi une tomate dont la peau est abîmée constitue un problème pour les « gens de la ville ».

L'unité de marketing du PUAC, s'attelle à promouvoir la valeur locale et sociale du projet. Par la diffusion d'un logo et d'une charte de qualité, son image commence tout doucement à être reconnue. Malgré cela, un nombre encore très élevé de clients ne se préoccupent nullement de l'aspect éthique de la production mais regardent uniquement au prix d'achat des légumes. Cette proportion encore trop élevée oblige l'équipe de l'unité de marketing à aligner les prix sur ceux du marché.

Un travail de sensibilisation des hôtels et restaurants ainsi que de leur clientèle, principalement touristique, est actuellement déjà en cours. Chaque année, les responsables de cuisines des grandes chaînes d'hôtels et restaurants, qui décident des achats, sont invités pour une visite du centre et des villages durant laquelle, ils peuvent se rendre compte des contraintes liées à la production et des conditions de vie des villageois.

Inversement, certains villageois ont pu accompagner les livraisons à Phnom Penh afin qu'à leur tour, ils comprennent mieux les exigences des clients. Les résultats de ces visites ne sont par contre pas tellement positifs. Cela se comprend aisément par le fait que pour beaucoup de ces villageois, c'est une découverte de la capitale (avec tout ce que cela implique...) et que la visite des établissements luxueux, même si cela se cantonne aux arrière-cuisines, est une démarche quelque peu malsaine en regard de leurs conditions de vie. Ils sont cependant toujours extrêmement bien reçus mais le message qu'ils retiennent n'est pas forcément celui recherché.

LES PERSPECTIVES

L'ensemble de ces contraintes, complexifient énormément le travail de l'équipe locale. Le nouveau défi pour les trois années à venir sera d'intégrer, autant que possible, les fermiers associés dans les mécanismes de fonctionnement du PUAC afin d'élever à un niveau maximum le niveau d'appropriation des activités par les bénéficiaires.

Ce défi est de taille car suite au régime Khmer Rouge, le niveau de formation des agriculteurs khmers est très bas et leur réticence pour toute association, s'apparentant de près ou de loin à une coopérative, les rend extrêmement méfiants. Mais le lien entre ville et campagne est à ce prix. Au vu des difficultés techniques et logistiques liées à l'éparpillement des parcelles de culture dans les villages avoisinant la ville de Kampong Speu, cette étape d'appropriation est cruciale. S'il ne fait pas partie intégrante de la structure, l'objectif social sera vite abandonné.

Le projet rapporte actuellement environ 50 USD par mois à chaque fermier associé pour un niveau de recouvrement des coûts qui s'élève actuellement à 90% et qui atteindra les 100% en décembre de cette année. Au vu de

ces bons résultats l'alternative la plus simple qui s'offrait à notre partenaire était de laisser le centre entièrement autonome, sous forme d'une entreprise privée. Dans ce cas, on courrait le risque de voir l'équipe de gestion du centre opter pour une simplification des activités, dans une optique de rentabilité qui laisserait de côté les villageois.

Afin que les villageois gardent toutes les cartes de leur développement en main, il faudra donc travailler étroitement avec eux afin qu'ils maîtrisent chaque étape du processus et qu'ils comprennent les tenants et aboutissants. Cela nécessitera donc de travailler à nouveau sur la compréhension du concept de la qualité. Cela passera par un travail en douceur mais plus intense.

Les villageois accompagneront toujours les livraisons à Phnom Penh mais cette démarche fera partie d'un tout qui sera progressif et qui, nous l'espérons, débouchera sur une réelle collaboration entre villageois et restaurateurs. ■



(Cambodge - Logo des producteurs) PHOTO : ADG

* Gestionnaire de projet, ADG Gembloux.

1 Cet essor est cependant beaucoup moins élevé que celui des autres grandes villes asiatiques, le Cambodge étant l'un des pays les plus pauvres du Sud-Est asiatique.

chronique de livres

[RECHERCHE SUR LE THÈME DU TRIMESTRE]

Tous les documents avec une mention COTA (cote de rangement ou disponibilité) sont consultables au centre de documentation du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h (sauf le vendredi matin). Les autres documents peuvent être commandé en librairie ou via l'éditeur.

CITADINS ET RURAUX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Claude Pairault, Barthélemy Nyom,
Sélim Abou
Karthala, Paris ; UCAC, Yaoundé, 2000,
440 p.
Cahier de l'UCAC, n°4
COTE COTA : 132-PAI-C

L'ENVIRONNEMENT URBAIN AU SUD = THE URBAN ENVIRONMENT IN THE SOUTH = EL MEDIO AMBIENTE URBANO EN EL SUR (CD-ROM)

ENDA Preceup, Dakar, 1999
COTE COTA : 141-END-E

PEUPLEMENT ET MONDE RÉEL : PLAIDOYER POUR UN NOUVEAU PARADIGME DE L'AIDE

Jean-Marie Cour
In : Statéco, n°100, 2006, p. 139-148
[HTTP://WWW.INSEE.FR/FR/A_PROPOS/C
ONNAÎTRE/MISSIONS/PUBLICATIONS/S
TEC1000.PDF](http://www.insee.fr/fr/a_propos/connaître/missions/publications/STEC1000.PDF)

LES ENJEUX DE L'URBANISATION DANS LES PAYS EN VOIE DE PEUPLEMENT

Maria-Cour, 1995
[HTTP://ISUR.IEP.FREE.FR/DOCOURSISU
R/PDM/DATA/HTML/_ORI_01.HTML](http://isur.iep.free.fr/docoursisur/pdm/data/html/_ori_01.html)

ANALYSE DÉMO-ÉCONOMIQUE RÉTROSPECTIVE ET ESQUISSE D'IMAGE ÉCONOMIQUE À LONG TERME DE LA RÉGION D'AFRIQUE DE L'OUEST

Jean-Marie Cour, 1993
[HTTP://ISUR.IEP.FREE.FR/DOCOURSISU
R/PDM/DATA/HTML/_ORI_01.HTML](http://isur.iep.free.fr/docoursisur/pdm/data/html/_ori_01.html)

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

In : Techniques financières et
développement, n°80, 2005, 79 p.

PRODUCTEURS ORGANISÉS ET DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

In : Echos du COTA, n°97, décembre
2002, p. 15-20

DOSSIER SPÉCIAL

Le Courrier ACP-UE, n°195, 2002, p.84

DOSSIER URBANISATION

In : Development in Practice, OXFAM,
Vol. 11, n° 2-3, 2001, p. 398

POVERTY REDUCTION AND URBAN GOVERNANCE

In : Environment & Urbanization, Vol 12,
n°1, avril 2000, p. 250

[NOUVELLES ACQUISITIONS]

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande bibliotheque@cota.be). Les ouvrages repris ci-dessous sont disponibles en consultation au centre de documentation.

Si vous désirez acquérir un de ceux-ci, veuillez contacter le diffuseur indiqué.



OÙ VA L'AMÉRIQUE LATINE ? : TOUR D'HORIZON D'UN CONTINENT EN PLEINE MUTATION

Jean-Paul Marthoz (dir. de publication)
GRIP, Bruxelles, 2007, 128 p.

COTE COTA : 110-MAR-O

Qualifiés de gauchistes, de centristes, de populistes ou à tendance autoritaire, les nouveaux gouvernements élus au Venezuela, en Argentine, en Bolivie, au Brésil... suscitent pourtant les mêmes attentes. Seront-ils en mesure d'enrayer durablement la misère et les inégalités si profondément ancrées dans ce sous-continent ? Optant pour l'approche régionale, le présent ouvrage entend contribuer à la réflexion en offrant un tour d'horizon des

politiques économiques, des questions de liberté et de démocratie et des nouveaux mouvements sociaux et identitaires. Il analyse les différents programmes de lutte contre la pauvreté, ainsi que l'important phénomène des migrations. Il étudie enfin les questions de la défense, de l'armement et du militarisme et met en exergue les problèmes vitaux, de l'eau, de la biodiversité et de la boulimie transgénique.

**DIFFUSION : GRIP - 33 RUE VAN
HOORDE - 1030 BRUXELLES - SITE
INTERNET : WWW.GRIP.ORG**

AN INTERNATIONAL PERSPECTIVE ON COMMUNICATION STRATEGIES FOR THE MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS

Ida Mc Donnell

OECD, 2006, 35 p.

COTE COTA : 110-OEC-A

Dès 1994, les discussions à l'OCDE ont souligné l'utilité des objectifs de développement - semblables aux actuels Objectifs de Développement du Millénaire - pour sensibiliser l'opinion publique au sujet de la coopération au développement et à l'amélioration de son efficacité. Il y a un effort conscient des experts en matière de développement et de communication pour adopter une approche basée sur les résultats permettant de mieux évaluer les progrès dans la lutte contre la pauvreté. Cette nouvelle approche devrait également améliorer la communication envers une opinion publique sceptique.

**DIFFUSION : LIBRAIRIE JEAN DE
LANNOY - 202 AVENUE DU ROI - 1190
BRUXELLES - SITE : WWW.JEAN-DE-
LANNOY.BE**

LA COMMUNALISATION EN MILIEU RURAL : LES ÉLUS LOCAUX PEUVENT- ILS RELEVER LE DÉFI?

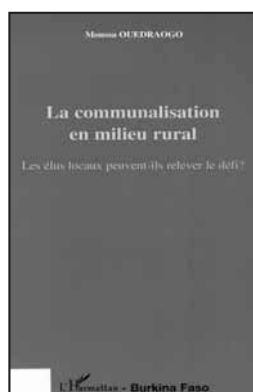
Moussa Ouédraogo

L'Harmattan, Paris, 2007, 108 p.

COTE COTA : 111.5-OUE-C

Depuis ces dernières décennies les processus de la décentralisation ont eu beaucoup d'influence sur les nouvelles visions des politiques de développement de nombreux pays africains. Cette influence s'est traduite par des processus de communalisation intégrale des territoires avec des possibilités pour les populations rurales de prendre une part active dans la gestion des affaires locales. Cependant, ces processus interviennent dans des contextes socio-économiques difficiles marqués par la rareté des ressources humaines

chronique de livres



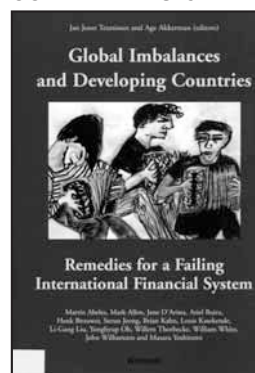
et financières dans la majorité des pays. Au total, les thèmes abordés montrent qu'au-delà de la création juridique et administrative des communes rurales, leur légitimité et leur crédibilité dépendent de la capacité des femmes et des hommes élus à répondre aux attentes et aux besoins des populations en exerçant efficacement leurs fonctions.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

GLOBAL IMBALANCES AND DEVELOPING COUNTRIES : REMEDIES FOR A FAILING INTERNATIONAL FINANCIAL SYSTEM

Jan Joost Teunissen, Age Akkerman
FONDAD, The Hague, Pays-Bas, 2007, 147 p.

COTE COTA : 114-TEU-G



Les déséquilibres globaux sont un risque important pour l'économie mondiale ; ils affectent de nombreux pays à travers le monde mais sont particulièrement nocifs aux pays en voie de développement. Tandis que le volume précédent portait une attention particulière à la position de la Chine, ce volume traite plus spécifiquement de l'Afrique et de l'Asie de l'Est. Il inclut une approche nouvelle à long terme, peu orthodoxe, sur les déséquilibres globaux, une discussion détaillée au

sujet du rôle du Fonds Monétaire International (FMI) et s'interroge sur le besoin de réforme du système monétaire. Rappelant que les mensonges sur le déficit de la balance des paiements des USA sont au cœur du problème, les auteurs pointent le fait que les déséquilibres globaux actuels ne peuvent pas être soutenus indéfiniment. Les auteurs suggèrent diverses solutions, de l'intégration de marché financier en Asie de l'Est à la création d'une agence de compensation internationale qui servirait de plateforme institutionnelle à un nouveau système.

DIFFUSION : FONDAD - NOORDEINDE 107A - 2514 GE THE HAGUE - PAYS-BAS - SITE : WWW.FONDAD.ORG

LEARNING FROM EXPERIENCE : A MANUAL FOR ORGANISING, ANALYSING AND DOCUMENTING FIELD BASED INFORMATION

Jorge Chavez-Tafur, Karen Hampson, Anita Ingevall, Rik Thijssen
ILEIA, 2007, 47 p.

COTE COTA : 116-CHA-L



Ces dernières années, on a beaucoup écrit au sujet de la nécessité de documenter l'expérience des nombreuses initiatives de développement ayant lieu partout dans le monde, et qui enseignent des succès et des échecs. Malheureusement, il est rare que le temps et les efforts nécessaires soient investis dans l'organisation, l'analyse et la documentation de ces expériences, ceci pour différentes raisons. ILEIA a contribué durant ces 24 dernières années à l'échange d'informations de base sur les expériences des fermiers essayant d'améliorer leur production dans un environnement sain. Une des grandes difficultés liées à cet échange d'information reste le manque de documentation des activités pratiques au niveau communautaire. Ce manuel tente de développer une méthode qui aidera les personnes à documenter leurs ex-

périences. Il présente une méthode pratique, pas à pas, pour l'aide à la description et l'analyse d'un projet. La méthode présentée dans ce document est suffisamment souple pour être appliquée à de nombreux contextes ; le processus peut, par exemple, être employé pour documenter des activités simples et courtes, des projets ou pour des programmes plus longs et plus complexes.

DIFFUSION : ILEIA - P.O. BOX 2067 - 3800 CB AMERSFOORT, THE NETHERLANDS - WWW.LEISA.INFO

L'ÉVALUATION AU COEUR DU RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL : EXPÉRIENCES D'ORGANISATIONS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DU MONDE ENTIER

Douglas Horton, Anastasia Alexaki, Samuel Bennett-Lartey
CRDI ; ISNAR ; CTA, 2004, 131 p.

COTE COTA : 116-HOR-E

A la base de cet important ouvrage, il y a l'idée que toute évaluation d'un effort de renforcement des capacités devrait elle-même contribuer à cet effort et, au bout du compte, à la performance organisationnelle. Révolutionnaire dans le domaine de l'évaluation, cette idée suscite son lot de questions. Peut-on y parvenir? Si oui, quelles seront les conséquences? Les auteurs proposent ici d'élucider et d'approfondir cette idée, de montrer qu'elle est réaliste et d'examiner les conséquences, à la fois intentionnelles et fortuites, découlant de la décision d'évaluer le renforcement des capacités.

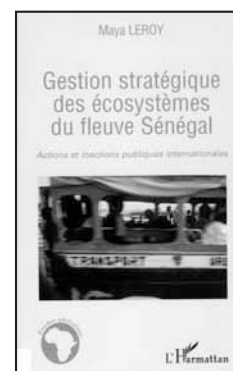
DIFFUSION : CRDI - CP 8500 - OTTAWA (ONTARIO) - CANADA K1G 3H9 - SITE INTERNET : WWW.IDRC.CA

GESTION STRATÉGIQUE DES ÉCOSYSTÈMES DU FLEUVE SÉNÉGAL : ACTIONS ET INACTIONS PUBLIQUES INTERNATIONALES

Maya Leroy

Harmattan, Paris, 2006, 623 p.

COTE COTA : 121-LER-G



chronique de livres

Dans le cas de la vallée du fleuve Sénégal, vaste plaine d'inondation d'un fleuve traversant quatre Etats, plusieurs dispositifs de gestion environnementale sont étudiés. Il en ressort qu'ils sont très loin de permettre aux pays concernés et aux bailleurs de fonds d'assumer leurs responsabilités environnementales, en particulier dans le cadre des conventions sur les zones humides et sur la diversité biologique. Ce livre analyse en profondeur les causes de cet état de fait, en cerne les conséquences et les replace dans le tableau plus large des vicissitudes des actions de développement dont l'efficacité et la durabilité sont très discutables.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

LES MÉDIAS SOUS CONTRÔLE : LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ DES JOURNALISTES AU SÉNÉGAL

Issa Tioro Gueye
Harmattan, Paris, 2006, 151 p.
COTE COTA : 163-GUE-M

Au moment où l'accès aux médias publics apparaît difficile pour nombre d'acteurs de la société sénégalaise se posent les questions d'accaparement des moyens d'information et du « bâillonnement de la presse. » Dès lors, l'exercice libre du métier de journaliste devient problématique parce que s'opère une économie de l'information qui érige des interdits, des tabous, et des lignes de vérités contre lesquels il est impossible de transiger sans ambiguës. L'approche d'échéances politiques au Sénégal transforme les médias en porteurs d'enjeux et souligne en même temps l'appropriation exclusive des outils publics de communication de masse au seul profit d'une tendance, en l'occurrence le parti Gouvernemental. Les dérives monolithiques que cela engendre posent deux problèmes majeurs: celui des conditions démocratiques et celui de la responsabilité des journalistes dans la production et la diffusion plurielle de l'information en vue d'une bonne documentation citoyenne. Car, face à un risque de dictature du sens et à l'institution d'une police de la pensée, les professionnels du commentaire, que sont les gens de médias, sont voués généralement à la censure ou à l'autocensure.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

APPUYER LA PROFESSIONNALISATION DE LA PRESSE AU TCHAD, UN ENJEU DE LA DÉMOCRATISATION

Cécile Thimoreau
GRET, Paris, 2007, 52 p.
COTE COTA : 163.5-THI-A
En Afrique comme ailleurs, une presse indépendante et professionnelle est une des conditions de la démocratie. Structuration du secteur professionnel, appui à la régulation et l'auto régulation, formation des journalistes et renforcement de la viabilité économique des entreprises, ont été les quatre axes du projet d'appui au renforcement des médias au Tchad. Dans un environnement économique et politique particulièrement peu favorable, la volonté des journalistes et des patrons de presse est remarquable. Mais l'économique reste le talon d'Achille du secteur, ce qui interroge les stratégies des bailleurs de fonds : une aide structurelle, faible mais régulière, sous condition déontologique, n'est-elle pas une condition pour que le secteur puisse se consolider?

DIFFUSION : GRET - 211-213 RUE LA FAYETTE - 75010 PARIS - SITE INTERNET : WWW.GRET.ORG

ETHIQUE ET SOLIDARITÉ HUMAINE À L'ÂGE DES RÉSEAUX

Philippe Breton, Claude Henry, Hervé Le Crosnier, et al.
Harmattan, Paris, 2007, 140 p.
COTE COTA : 163.6-BRE-E



Comme toutes les « nouvelles technologies », les TIC (technologies de l'information et de la communication) sont une promesse et un risque : elles peuvent susciter la fascination et l'angoisse. Mais elles peuvent aussi nous conduire à formuler de façon neuve quelques questions éthiques, en tenant compte de la spécificité de leurs dispositifs et de leurs usages. Ainsi, la question de la solidarité humaine. Que devient-elle à l'âge des réseaux ?

Comment entrer de manière solidaire dans cette société de l'information? Spécialistes des TIC, sociologues, philosophes, psychologues, juristes et politologues se demandent ici ce qu'il en est de l'accès au réseau Internet et à ses contenus, des formes subtiles d'exclusion qu'il engendre (« fracture numérique »), des replis identitaires et des dérives mercantiles qu'il encourage. Ils examinent aussi les projets constructifs qui peuvent se formuler dans les domaines de l'éducation, du développement local, du partage du capital immatériel et de la diffusion du savoir. Ils nous apprennent qu'en matière d'éthique il n'y a pas de déterminisme technologique : la valeur humaine du réseau numérique dépendra, ultimement, de la manière dont nous saurons en user pour inventer de nouvelles figures de la solidarité.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

MÉTHODOLOGIE DOCUMENTAIRE : RECHERCHER, CONSULTER, RÉDIGER À L'HEURE D'INTERNET

Bernard Pochet
De Boeck Université, Bruxelles, 2006, 187 p.
COTE COTA : 164-POC-M



Savoir se documenter, c'est savoir où et comment trouver l'information, savoir poser les bonnes questions, savoir de quelle information on a besoin, savoir la gérer et l'utiliser pour sa propre formation. Rédigé sur un ton clair et didactique, sans être simplificateur, cet ouvrage a pour objectif d'apprendre au lecteur à maîtriser les concepts clés en méthodologie documentaire et à accéder ainsi à l'information en toute autonomie. Les exemples sont le plus souvent tirés du domaine des sciences exactes et naturelles. Outre la bibliographie, le lecteur trouvera en fin

chronique de livres

de volume un lexique des principaux termes du langage bibliothéconomique et du langage informatique ainsi qu'un lexique traductif anglais-français. Un site Internet complète le livre et propose des liens classés chapitre par chapitre (www.bib.fsagx.ac.be/edudoc/DBU.htm)
DIFFUSION : EDITIONS DE BOECK UNIVERSITÉ - 39 RUE DES MINIMES - 1000 BRUXELLES

LE DÉFI DE L'APPRENTISSAGE : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE
 Adriaan Verspoor (éd.)
 Harmattan, Paris, 2005, 419 p.
COTE COTA : 170-VER-D



Lors du forum mondial sur l'éducation de Dakar, tous les pays d'Afrique subsaharienne ont réaffirmé leur engagement à concrétiser les objectifs d'apprentissage et d'achèvement de l'éducation de base pour tous. En dépit d'efforts considérables, la plupart des systèmes éducatifs de la région sont pourtant loin de les atteindre. Les auteurs étudient diverses options financièrement viables pour permettre aux différents pays de parvenir à ce résultat. L'analyse repose sur 22 études de cas nationales rendant compte de programmes d'amélioration de la qualité menés en Afrique ainsi que sur 40 documents d'appui et une étude documentaire de recherches africaines non publiées.

Le lecteur trouvera aussi une synthèse de recherches sur la qualité, l'amélioration qualitative, l'équité et l'égalité entre les sexes mais aussi une description des interventions des agences extérieures, en pleine évolution. Enfin, l'ouvrage propose un cadre stratégique pour l'amélioration de la qualité.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

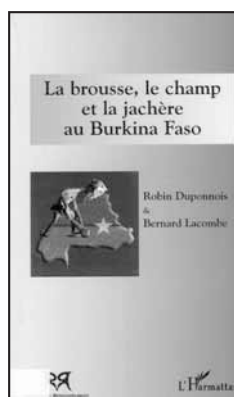
CONCEPTS, MÉTHODOLOGIES ET CRITÈRES DE L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Drion, Claudine; Jadot, Chantal; Crèvecoeur, Perrine; Miguel Sierra, Adèle; Wamu Oyatambwe, Dieudonné
 CWBCI, Bruxelles, 2006, 205 p.
COTE COTA : 171-CWB-C
 Ce document rassemble les contributions rédigées à la demande du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale (CWBCI) et sous l'impulsion du Groupe sectoriel éducation au développement (GSED) de la Fédération des ONG francophones (ACODEV) en vue de clarifier le concept de l'éducation au développement (ED) tel qu'il se décline en Communauté française de Belgique. Initialement voulue par les ONG francophones belges actives dans ce secteur et dirigée vers elles, cette étude a vite pris une portée qui dépasse ce seul cadre et s'adresse désormais à tous les acteurs d'ici ou d'ailleurs concernés par cette thématique. Une table ronde publique, organisée par ACODEV pour le compte du CWBCI, et qui a rassemblé une centaine de représentants de différents secteurs publics ou associatifs concernés par l'ED, a démontré l'intérêt de cette thématique ou de la problématique qu'elle traite au-delà des seuls acteurs ONG. Il s'agit donc ici d'une étude sur les « concepts, méthodologies et critères de l'Education au Développement en communauté française ».

DIFFUSION : ACODEV - BLD LÉOPOLD II N°184D - 1080 BRUXELLES - SITE INTERNET : WWW.ACODEV.BE

LA BROUSSE, LE CHAMP ET LA JACHÈRE AU BURKINA FASO

Robin Duponnois, Bernard Lacombe
 L'Harmattan, Paris, 2007, 190 p.
COTE COTA : 420-DUP-B



L'agriculture itinérante sur brûlis, qui remonte à la nuit des temps, est une agriculture hautement productive. Elle a assuré à la fois une maîtrise de la nature, son renouvellement et l'émergence de sociétés humaines complexes en Afrique. Mais avec les effets de la mondialisation, dernière venue du long processus historique d'unification de notre planète-monde, elle se révèle aujourd'hui obsolète, et son noyau dur, la jachère, est en cours de disparition. L'enjeu actuel est son remplacement par des techniques demandant plus d'intrants (engrais, travail, associations avec l'élevage et l'arboriculture). Pour être relevé, il demandera l'union des scientifiques et des paysans. Tous co-acteurs de la fondation d'une agriculture moderne et adaptée aux conditions sociales, historiques de l'Afrique et aux défis du temps. Cette agriculture réclamera que les sciences biologiques et sociales s'appuient et appuient les efforts endogènes de cultivateurs inventifs et poussés par la contrainte de la lourde charge de nourrir une population croissante.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

LE KARITÉ ET LE NÉRÉ : DEUX ARBRES DES JACHÈRES. PROPRIÉTÉ MASCULINE ET TRAVAIL FÉMININ AU BURKINA FASO

Toufik Ftaïta
 Harmattan, Paris, 2007, 160 p.
COTE COTA : 447.26-FTA-K
 Les enjeux de l'arbre et la place qu'il occupe réellement dans les sociétés africaines ont souvent été occultés dans études en sciences sociales. L'arbre participait au renouvellement de la fertilité des terres comme élément essentiel de la rotation de l'agriculture itinérante sur brûlis (par la jachère). De l'arbre étaient tirés des biens de première nécessité et de nombreux produits alimentaires et pharmaceutiques. Aléas climatiques et pression démographique compromettent l'équilibre ressource/prélèvement. On ne s'est intéressé qu'aux espèces exploitées par les économies européennes (palmier à huile, karité...) quand d'autres, comme le néré, n'ont reçu aucune attention.

DIFFUSION : L'HARMATTAN : 5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE - 75005 PARIS - FRANCE - SITE : WWW.EDITIONS-HARMATTAN.FR

formations / événements

[FORMATIONS]

DU 15 AU 17 OCTOBRE 2007
FORMATION DE L'OBSERVATOIRE
INTERNATIONAL DE LA DETTE, NAMUR,
BELGIQUE

LE CADTM DANS LE CADRE DE
L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DE
LA DETTE ORGANISE TROIS JOURS DE
FORMATION SUR LES CLÉS DE
COMPRÉHENSION DE LA DETTE. AU
PROGRAMME, COMPRENDRE ET
SAVOIR LIRE DES DOCUMENTS
TECHNIQUES DE LA BANQUE
MONDIALE ET DU FMI, FAIRE LE LIEN
ENTRE DETTE EXTERNE / DETTE
INTERNE... FORMATION EN FRANÇAIS.

INFORMATIONS :
 JEROME@CADTM.ORG

LE MONDE SELON LES FEMMES
PROPOSE 10 JOURNÉES DE
FORMATION EN 2007-2008

- 1) **INTRODUCTION AU CONCEPT DE**
GENRE
 VENDREDI 5 OCTOBRE 2007,
 MERCREDI 30 JANVIER 2008
- 2) **GENRE ET PLAIDOYER POLITIQUE**
 VENDREDI 12 OCTOBRE 2007
- 3) **OUTILS GENRE ET PROJETS DE**
DÉVELOPPEMENT
 MARDI 13 NOVEMBRE 2007
- 4) **GENRE ET ÉDUCATION AU**
DÉVELOPPEMENT
 JEUDI 13 DÉCEMBRE 2007
- 5) **GENRE ET ÉCONOMIE**
 MARDI 15 JANVIER 2008
- 6) **GENRE ET DSRP ET OMD**
 MARDI 12 FÉVRIER 2008
- 7) **GENRE ET COMMERCE**
INTERNATIONAL
 MARDI 18 MARS 2008
- 8) **GENRE ET COMMUNICATION**
 VENDREDI 18 AVRIL 2008
- 9) **GENRE ET DÉVELOPPEMENT**
DURABLE
 MARDI 20 MAI 2008
- 10) **GENRE ET MIGRATIONS**
 MARDI 17 JUIN 2008

INFORMATIONS :
 LE MONDE SELON LES FEMMES,
 RUE DE LA SABLONNIÈRE 18
 À 1000 BRUXELLES,
 TÉL : 0032 2 223 05 12,
 FAX : 0032 2 223 15 12,
 SITE WEB : WWW.MONDEFEMMES.ORG

INSTITUT DES RÉGIONS CHAUDES DE
MONTPELLIER SUPAGRO
FORMATIONS DU SERVICE DEFIS
(DÉVELOPPEMENT, EXPERTISE,
FORMATION ET INGÉNIERIE POUR LE
SUD)

Défis vise le renforcement des
 compétences professionnelles,
 individuelles et collectives, des acteurs
 du sud et du nord souhaitant s'investir

dans le développement rural et agro-
 industriel. DEFIS intervient pour
 améliorer les performances techniques,
 organisationnelles et économiques des
 structures de production agricole et
 agro-industrielle, et des services privés
 et publics d'appui.

Thème 1 :

Les fondements de l'action pour
 l'innovation et le développement

Thème 2 :

Territoires et politiques de
 développement

Thème 3 :

Organisations professionnelles
 agricoles et services à l'agriculture

Thème 4 :

Valorisation des produits agricoles

Thème 5 :

Organisation et qualité des procédés
 agroalimentaires

Parallèlement à ces sessions de
 formations, sont organisées des
 formations sur mesure en fonction de
 vos besoins.

INFORMATIONS :
 DEFIS@SUPAGRO.INRA.FR

[ÉVÉNEMENTS]

DU 3 ET 4 OCTOBRE 2007, HÔTEL
KREUZ, ZEUGHAUSGASSE 39/41,
BERNE, SUISSE

L'OCTROI DE CRÉDIT REVISITÉ

Conférence internationale sur la dette
 illégitime (dette odieuse)

INFORMATIONS :
 DRAHTZUGSTRASSE 28, CH-4057 BASEL,
 TÉL. : +41 61 693 17 00, FAX : +41 61 683
 98 96, AFP@AKTIONFINANZPLATZ.CH,
 WWW.AKTIONFINANZPLATZ.CH

LE 12 OCTOBRE À 13H, SALLE
ACADÉMIQUE, ULG PLACE DU XX AOÛT
À LIÈGE

COLLOQUE : « POUR UNE ÉCONOMIE
AU SERVICE DE L'HUMAIN ET NON
L'INVERSE »

Marie-France Collard en tant que
 réalisatrice du film : « Ouvrières du
 monde » Claire Courtelle de la
 Confédération Syndicale Internationale.
 Entrée libre sur réservation au CAL, 86,
 bld d'Avroy, 4000 Liège.

INFORMATIONS :
 TÉL. : 04/ 232 70 40 OU PAR MAIL :
 SECRETARIAT@CALIEGE.BE

19 ET 20 OCTOBRE 2007
VI SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LE
DROIT ET LA DETTE, BRUXELLES
(BELGIQUE)

Le CADTM Belgique organise deux
 jours de séminaire sur l'audit de la
 dette au sénat belge à Bruxelles.

L'objectif de ce séminaire est
 d'approfondir sur l'audit de la dette.

Nous accueillerons des représentants
 de 5 pays travaillant sur l'audit : la

République Démocratique du Congo, le
 Mali, l'Equateur, les Philippines, le
 Brésil. Traduction assurée en français,
 espagnol, anglais.

INFORMATIONS :
 BOURGYMYRIAM@CADTM.ORG

26 AU 29 OCTOBRE 2007
L'ÎLE SAINT-DENIS DANS LE PARC
SPORTIF DE L'ÎLE DES VANNES, FRANCE

Equitexpo, salon international
 professionnel et grand public pour un
 commerce équitable.

Nous appelons ce salon « pour un
 commerce équitable » car l'équité dans
 les échanges commerciaux n'est qu'en
 devenir. La question et les pratiques de
 justice tout au long des filières
 commerciales sont vieilles comme le
 commerce mais elles sont aujourd'hui
 au cœur de la transformation sociale.
 Le concept « commerce équitable »
 (« comercio justo », « fair trade ») est de
 plus en plus employé et médiatisé pour
 qualifier des alternatives économiques
 qui se veulent respectueuses des
 hommes et de leur environnement. Il
 s'agit là non pas d'une mode
 passagère « humanitaire » mais bien au
 contraire d'un important enjeu de
 société, qui nécessite un véritable
 débat public, démocratique et
 permanent.

INFORMATIONS :
 MINGA, 1, QUAI DU SQUARE,
 93 200 SAINT-DENIS, FRANCE,
 MINGA@MINGA.NET, WWW.MINGA.NET

15-18 NOVEMBRE 2007, WEX MARCHE-
EN-FAMENNE, BELGIQUE
ÉNERGIES +, LE SALON DES
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

INFORMATIONS :
 RÉGION WALLONNE :
 CWAPE (COMMISSION WALLONNE POUR
 L'ÉNERGIE),
 AV. GOUVERNEUR BOVESSE, 103 - 106,
 5100 JAMBES,
 TÉL. : 081 33 08 10,`
 WWW.CWAPE.BE;
 RÉGION FLAMANDE :
 VREG (VLAAMSE
 REGULERINGINSTANTIE VORR DE
 ELEKTRICITEIS EN GASMARKT),

formations / événements

AVENUE DU ROI ALBERT 2, 20 BTE 19,
1000 BRUXELLES, BELGIQUE,
TÉL. : 02 553 13 79,
WWW.VREG.BE;
RÉGION BRUXELLOISE :
IBGE (INSTITUT BRUXELLOIS POUR LA
GESTION DE L'ENVIRONNEMENT),
GULLEDELLE 100,
1200 BRUXELLES,
TÉL. : 0800 85 775 OU 02/ 775 75 11,
WWW.IBGEIM.BE.

15 AU 17 NOVEMBRE 2007, ALICANTE, ESPAGNE

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT - MIGRATIONS ET CO-DÉVELOPPEMENT

Les cinq universités publiques de la Communauté Autonome de Valence (Universitat de València, Universitat Jaume I de Castellon, Universitat Politècnica de Valencia, Universitat d'Alacant, et Universitat Miguel Hernandez de Elche), à travers le Comité Université Valencien de Relations Internationales et Coopération (CUVRIC), et la Generalitat Valenciana, à travers le Ministère Régional de Coopération et de Participation organisent et convoquent le 11ème Congrès International sur la Coopération au Développement : Migrations et Co-développement. L'objectif fondamental est de réfléchir sur la situation, les conditions, la méthodologie des projets et résultats, en ce qui concerne les Migrations et le Co-développement. De plus, ce Congrès veut arriver à des conclusions qui dans un futur proche permettront d'établir des lignes concrètes d'action entre les divers agents sociaux de la coopération, en particulier les instances qui, depuis le secteur public, ou sans but lucratif, peuvent avoir une capacité d'incidence dans la structuration de politiques et de projets concrets. Les objectifs du Congrès se situent sur deux plans d'actions :

a) Effectuer une réflexion scientifique qui permette d'obtenir des conclusions pour améliorer la coopération encouragée et financée avec des fonds publics et privés ;

b) Réaliser une action de sensibilisation sociale sur l'incidence (incidence réelle et incidence nécessaire) de la coopération internationale dans la promotion du co-développement.

INFORMATIONS :
WWW.CONCUVRIC.ORG/FRA/INDEX.PHP

10, 11, 12 DÉCEMBRE 2007, FRANCE RENCONTRE MONDIALE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

La région Rhône-Alpes organise la Rencontre mondiale sur le thème « la démocratie participative du local au global : pour quel développement ? » les 10, 11, 12 décembre 2007. L'événement se déroule à Grenoble, Valence, Saint-Etienne et Lyon le 10. Les 11 et 12 la Rencontre a lieu exclusivement à Lyon. Cette initiative vise à mettre en lumière l'extrême richesse des expériences de démocratie participative à travers le monde et à débattre des enjeux du développement. Il s'agit à partir de la grande diversité mondiale des expériences, de commencer à dégager des convergences, un sens commun à ces expériences qui se développent et

s'enracinent. L'événement se construisant collectivement en amont avec les citoyens, les associations et les collectivités locales, son contenu est amené à évoluer et s'enrichir progressivement.

INFORMATIONS :

WWW.DEMOCRATIE2007.RHONEALPES.FR

23, 24, 25 NOVEMBRE 2007, NAMUR, BELGIQUE SALON ENERGIE & HABITAT EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE & CONSTRUCTION DURABLE

Economiser l'énergie et utiliser le renouvelable ? Réduire sa facture énergétique ? Faire un geste pour l'environnement ?

INFORMATIONS :

TÉL. : 0900 10 689 (0,45€ / MIN) ,
WWW.ENERGIE-HABITAT.BE.

offres d'emploi

CDR IS SEEKING :

- 1) **A DIRECTOR OF FINANCE**, who will be reporting directly to the Director General. The Director of Finance would be primarily required to plan, lead, integrate, and coordinate the financial services of the Center. Qualifications and experience : At least a Bachelor's degree in Accounting (an MBA or similar postgraduate degree is preferred) with additional professional accounting qualifications such as CPA or CA. Minimum of 7 years experience in finance, 3 of which must be at the senior management level. Formal training in management systems and procedures. Strong interpersonal and communication skills. Proficiency in the use of computerized information systems. Fluency in spoken and written English (Knowledge of French would be an advantage).
- 2) **A CONSCIENTIOUS INDIVIDUAL TO WORK IN A DIVERSIFIED INDUSTRIAL, MUNICIPAL AND PRIVATE POLLUTION ABATEMENT PROGRAM DEALING WITH AIR POLLUTION/WATER/SEWAGE/WASTE MANAGEMENT.** Minimum Qualifications : advanced knowledge of environmental legislation, guidelines, policies, abatement procedures/programs and principles/practices of industrial/municipal environmental controls ; advanced. Knowledge of theories, principles and practices of waste management ; experience in a field environment, meeting conflicting/changing deadlines ; superior interpersonal and demonstrated oral/written communication skills ; demonstrated presentation, project management and conflict resolution skills ; strong analytical, problem-solving and decision-making skills ; ability to prepare technical reports ; working knowledge of computers/software.
- 3) **A PROGRAM MANAGER** who will have two primary responsibilities : management of ICDR's current program. New program development including overall proposal preparation and submission for funding to potential donors such as USAID, an Organization, World Bank ; Foreign Governments, European Union, Foundations and private donors in either U.S. or Canada. Minimum qualifications : Minimum of 5 years management experience. Bachelor's degree required ; Graduate degree preferred. Demonstrated ability to manage a series of complex, new and on-going activities, as well as provide leadership in a collegial team environment. Fluent English ; knowledge of French a plus. High degree of integrity and amiable disposition desirable in building appropriate internal and external relationships.

QUALIFIED CANDIDATES MAY SUBMIT THEIR APPLICATIONS, INCLUDING A LETTER OF INTEREST AND COMPLETED CURRICULUM VITAE VIA EMAIL TO EMPLOYMENT@ICDR.SITE.TC. KINDLY INDICATE THE LOCATION AND POST TITLE IN THE SUBJECT LINE OF YOUR EMAIL WHEN APPLYING. THIS VACANCY IS OPEN TO MALE AND FEMALE CANDIDATES WORLDWIDE.

on nous informe

PARUTION DE DÉFIS SUD N°78 DOSSIER JEUNES AGRICULTEURS : À QUAND LA RELÈVE ?

Les jeunes sont une priorité affichée pour ceux (gouvernements, organisations paysannes, ONG) qui croient qu'il faut promouvoir une reconnaissance des agriculteurs familiaux au Sud. Mais les moyens suivent-ils vraiment ? Le Brésil a mis en place une politique spécifiquement destinée aux jeunes. En Afrique, les jeunes ne bénéficient que d'appuis marginaux. Côté formation, à part quelques exemples positifs, le panorama ne semble pas reluisant. Si des soutiens supplémentaires sont nécessaires pour les jeunes ruraux, des débats approfondis sur le type d'agriculture à mettre en place ne le sont pas moins. Les jeunes veulent-ils reprendre des activités au sein de l'exploitation familiale ? Ou rêvent-ils de s'enrôler dans l'agro-business ? Les difficultés rencontrées par les jeunes des zones rurales en Afrique et en Amérique latine ont une incidence directe sur l'abandon de l'agriculture et le départ vers la ville. L'exode rural est la première étape qui mène à la migration vers le Nord.

CETTE ÉDITION DE DÉFIS SUD (N°78) EST DISPONIBLE GRATUITEMENT EN S'ADRESSANT À :
DÉFIS SUD, RUE AUX LAINES 4
À 1000 BRUXELLES BELGIQUE
TÉL : +32-02-511 22 39
FAX : +32-02-514 47 77
LES RÉDACTIONS QUI DÉSIRENT REPRODUIRE LA COUVERTURE DU MAGAZINE PEUVENT L'OBTENIR AU FORMAT PDF, EN ENVOYANT UN MAIL À :
PCO@SOSFAIM.ORG
DÉFIS SUD EST UNE PUBLICATION DE SOS FAIM. PLUSIEURS ARTICLES PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS SUR
WWW.SOSFAIM.ORG

LE JOURNAL LEISA (LOW EXTERNAL INPUT SUSTAINABLE AGRICULTURE) cherche à trouver des options techniques et sociales à la portée des petits agriculteurs qui désirent améliorer leur productivité et leurs revenus de manière écologique, en utilisant des ressources locales et des processus naturels. Il comprend des idées et des articles utiles sur des sujets clés de développement comme l'agriculture, les communications, la santé urbaine et les technologies appropriées.

LE JOURNAL EN LIGNE DE LEISA EST DISPONIBLE SUR SON SITE INTERNET :
WWW.LEISA.INFO

PLANETANIME

Le répertoire « Planetanime » propose des outils d'éducation au développement qui sont destinés à sensibiliser les jeunes (de 6 à 20 ans) aux relations Nord-Sud. Ils sont disponibles en Belgique francophone et ils proviennent de différentes organisations. La démarche d'annoncer la Couleur s'inscrit dans un processus de pédagogie active, c'est pourquoi nous avons sélectionné des outils participatifs qui sont accompagnés d'une animation ou d'une exploitation pédagogique.

Vous trouverez 5 types d'outils différents classés en 7 grands thèmes liés à l'éducation au développement. Certains outils sont directement animés par l'organisation elle-même, d'autres sont autonomes, c.-à-d. que vous (personnes-relais travaillant avec des jeunes de 6 à 20 ans) pourrez les utiliser en ayant reçu au préalable le soutien et les conseils pédagogiques de l'organisation. Le Planetanime renvoie vers d'autres répertoires proposant également des outils liés aux relations Nord-Sud.

INFORMATION :
WWW.ANNONCERLACOULEUR.BE

LE DERNIER NUMÉRO DE RECHERCHES INTERNATIONALES EST PARU. IL EST CONSACRÉ À L'AFRIQUE DU SUD.

RECHERCHES INTERNATIONALES N° 78
Dossier : La Nouvelle Afrique du Sud à la croisée des chemins

INFORMATION:
MICHEL ROGALSKI
(ROGALSKI@MSH-PARIS.FR),
6, AV. MATHURIN MOREAU ; 75167 PARIS
CEDEX 19 FRANCE

MOTEUR DE RECHERCHE SOLIDAIRE: WWW.VEOSEARCH.COM

Veosearch est un multi-moteur de recherche solidaire qui permet d'afficher les différents résultats de votre recherche sur Google, Yahoo, Ask et Live Search. Ces moteurs rémunèrent Veosearch pour le trafic dirigé sur leur service et Veosearch reverse à son tour 50% des gains obtenus à des associations. En un simple clic, l'internaute choisit l'association qu'il souhaite soutenir. Des vidéos présentent les projets menés par les associations partenaires.

UN NOUVEAU NUMÉRO DE LA REVUE « ALTERNATIVES SUD » EXPLOSION URBAINE ET MONDIALISATION. POINTS DE VUE DU SUD

Editions Syllepse – Centre trincontinental; Volume XIV (2007), n°2

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la terre comptera bientôt plus d'urbains que de ruraux. Vers 2050, les deux tiers de la population mondiale vivront dans les villes, en particulier dans celles du Sud qui absorberont quelque 90% de l'explosion démographique. Trait marquant de cette hyperinflation urbaine : la croissance vertigineuse des bidonvilles, terreaux de production et de reproduction de la misère. Près d'un milliard de personnes s'y entassent, plus de deux milliards dans 20ans. La fracture « Villes – campagnes » s'est transportée au cœur de la cité, faisant voler en éclats le lien supposé mécanique entre urbanisation, croissance et développement. Cette forme d'urbanisation trouve en grande partie son origine dans la restructuration néolibérale imposée aux économies du Sud depuis les années 1980. Les populations rurales ont cherché en ville le salut, tandis que, sur fond de crises, les ajustements préconisés détricotaient les fragiles filets sociaux urbains et plongeaient des millions de travailleurs dans la précarité et l'informalité. Face aux catastrophes sociales et environnementales annoncées, les solutions de l'ingénierie onusienne – gestion urbaine décentralisée, « bonne gouvernance », projets ciblés, partenariat public privé... - ne s'attaquent pas à la racine des problèmes. Au-delà des diverses stratégies de survie, initiatives populaires et mobilisations alternatives tentent de changer la donne, mais l'insatisfaction des parias de l'urbanisation prend aussi des formes tragiques.

SOMMAIRE, RÉSUMÉS ET LISTE DES NUMÉROS PARUS SUR WWW.CETRI.BE POUR COMMANDER UN EXEMPLAIRE OU PRENDRE UN ABONNEMENT, CLIQUEZ SUR WWW.CETRI.BE OU S'ADRESSER À :
VENTE-ABONNEMENT@CETRI.BE,
TÉL : 32(0)10/48 95 60,
FAX : 32(0)10/48 95 69